

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1^{er} de chaque mois
France et Algérie : Un an... 25 fr.
— Six mois... 14 fr.
Étranger U.-P.) : Un an... 32 fr.
— Six mois... 18 fr.

Paraissant le Vendredi

Rédacteur en chef : Edmond THÉRY

PRIX DE CHAQUE NUMÉRO :

France : 0 fr. 50 — Étranger : 0 fr. 60

Adresse télégraphique : Econopéen-Paris

INSERTIONS

Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points..... 2 50
Réclames en 8 points..... 4 »

Le tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission.

TÉLÉPHONE : Central 46-61

N° 1363. — 53^e volume (46)

Bureaux : 50, rue Sainte-Anne, Paris (2^e Arr^t)

Vendredi 19 Avril 1918

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'Emission de l'Europe (En millions de francs)

DATES	Encaisse métallique		Circulation fiduciaire	PRINCIP. CHAPITRES					Taux de l'escompte
	Or	Argent		C/coups et dépôts particuliers	Porte-feuille	Avances s' valeurs mobilières			
FRANCE — Banque de France									
1914 23 juillet...	4.104	640	6.912	943	1.541	739			3 1/2
1918 4 avril...	5.375	255	25.848	3.126	2.920	1.127			5
1918 11 avril...	5.376	255	26.087	3.297	2.684	1.142			5
1918 18 avril...	5.378	256	26.232	3.214	2.541	1.115			5
ALLEMAGNE — Banque de l'Empire									
1914 23 juillet...	1.696	146	2.364	1.180	939	63			4
1918 23 mars...	3.011	148	14.249	8.911	16.836	6			5
1918 30 mars...	3.011	148	14.972	11.287	20.030	8			5
1918 6 avril...	3.011	148	14.896	9.491	17.754	8			5
ANGLETERRE — Banque d'Angleterre									
1914 29 juillet...	1.004		733	1.055	841				3
1918 27 mars...	1.515		1.195	3.430	2.809				5
1918 3 mars...	1.536		1.200	3.757	2.837				5
1918 10 avril...	1.511		1.197	3.305	2.552				5
DANEMARK — Banque Nationale									
1914 31 juillet...	410		219	24	94	15			6
1917 31 décemb...	243	4	473	77	61	23			5
1918 31 janvier...	243	3	460	68	71	21			5
1918 28 février...	243	3	466	82	60	18			5
ESPAGNE — Banque d'Espagne									
1914 30 juillet...	543	730	1.919	498	446	170			4 1/2
1918 23 mars...	1.999	706	2.850	855	440	421			4 1/2
1918 30 mars...	2.007	709	2.853	857	430	429			4 1/2
1918 6 avril...	2.014	703	2.901	881	451	437			4 1/2
HOLLANDE — Banque Néerlandaise									
1914 25 juillet...	340	17	652	10	185	130			3 1/2
1918 2 mars...	1.520	15	1.828	129	72	260			4 1/2
1918 9 mars...	1.516	15	1.805	125	67	233			4 1/2
1918 16 mars...	1.520	15	1.803	117	61	218			4 1/2
ITALIE — Banque d'Italie									
1914 31 juillet...	1.105	89	3.086	245	586	471			5 1/2
1918 10 février...	836	81	6.582	1.373	759	559			5
1918 20 février...	836	81	6.623	1.474	757	514			5
1918 28 février...	836	80	6.681	1.396	768	607			5
ROUMANIE — Banque Nationale									
1914 18 juillet...	154	1	414	14	237	47			5 1/2
1917 15 juillet...	493	0	1.696	157	295	49			5
1917 22 juillet...	493	0	1.717	154	296	49			5
1917 29 juillet...	494	0	1.730	141	296	53			5
RUSSIE — Banque de l'Etat									
1914 21 juillet...	4.270	197	4.358	698	1.049	518			5 1/2
1917 14 octobre...	3.456	413	46.107	6.773	38.552	4.859			6
1917 21 octobre...	3.456	445	47.621	6.720	39.701	4.491			6
1917 29 octobre...	3.453	475	48.965	6.723	41.803	4.592			6
SUÈDE — Banque Royale									
1914 31 juillet...	146	8	320	109	236	41			5 1/2
1917 31 décemb...	342	3	802	270	415	169			7
1918 31 janvier...	331	3	735	192	221	110			7
1918 28 février...	329	3	784	146	314	164			6 1/2
SUISSE — Banque Nationale									
1914 23 juillet...	180	19	639	51	94	20			3 1/2
1918 23 mars...	370	56	646	104	232	34			4 1/2
1918 30 mars...	372	55	696	109	307	33			4 1/2
1918 6 avril...	373	55	684	131	316	35			4 1/2

REVUE DES CHANGES ET CHRONIQUE MONÉTAIRE

Change de Paris sur (papier court)

	Pair	16 juillet 1914	20 mars 1918	27 mars 1918	3 avril 1918	10 avril 1918	17 avril 1918
Londres.....	25.224	25.174	27.155	27.155	27.155	27.155	27.155
New-York.....	518.25	516 »	570 »	570 »	570 »	570 »	570 »
Espagne.....	500 »	482.75	712 »	719 »	726 »	745 »	» »
Hollande.....	208.30	207.56	» »	265.50	268.50	270.50	270.50
Italie.....	100 »	99.62	66 »	65.50	64 »	64.25	65.75
Pétrograd.....	266.67	263 »	» »	» »	» »	» »	» »
Suède.....	138.89	138.25	200.50	493.50	195 »	195.50	195.50
Suisse.....	100 »	100.03	132 »	132.75	134.25	135.50	134.50
Canada.....	518.25	» »	» »	» »	» »	» »	» »

Valeur en or à Paris de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16 juillet 1914	20 mars 1918	27 mars 1918	3 avril 1918	10 avril 1918	17 avril 1918
Londres.....	100 liv.	99.82	107.66	107.66	107.66	107.66
New-York.....	» dol.	99.56	109.99	109.99	109.99	109.99
Espagne.....	» pes.	96.55	142.40	143.80	145.20	149 »
Hollande.....	» flor.	99.64	» »	127.45	128.89	129.85
Italie.....	» lire.	99.62	66 »	65.50	64 »	64.25
Pétrograd.....	» rbl.	98.62	» »	» »	» »	» »
Suède.....	» couf.	99.46	144.36	137.16	140.40	140.76
Suisse.....	» fr.	100.03	132 »	132.75	134.25	135.50
Canada.....	» dol.	» »	» »	» »	» »	» »

Changes de Londres sur : (chèque)

	Pair	16 juillet 1914	19 mars 1918	26 mars 1918	4 avril 1918	9 avril 1918	16 avril 1918
Paris.....	25.224	25.184	27.195	27.25	27.195	27.175	27.175
New-York.....	4.86 1/2	4.871	4.76 1/2	4.76 1/2	4.76 1/2	4.76 1/2	4.76 1/2
Espagne.....	25.22	25.90	18.93	18.61	18.25	18.18	16.05
Hollande.....	12.109	12.125	10.30	10.265	9.98	10.025	9.99
Italie.....	25.22	25.268	41.15	41.65	41.88	42.45	42.355
Pétrograd.....	94.58	95.80	» »	» »	» »	» »	» »
Portugal.....	53.28	46.19	28 »	28.25	28.50	29 »	29 »
Scandinavie...	18.15	18.24	14.20	14.30	13.70	13.95	14.05
Suisse.....	25.22	25.18	20.88	20.605	20.25	20.13	20.10

Valeur en or à Londres de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16 juillet 1914	19 mars 1918	26 mars 1918	4 avril 1918	9 avril 1918	16 avril 1918
Paris.....	100 fr.	100.14	92.75	92.56	92.75	92.81
New-York.....	» dol.	99.90	102.15	102.15	102.15	102.15
Espagne.....	» pes.	96.64	133.24	135.53	138.20	138.73
Hollande.....	» flor.	99.87	117.54	117.94	121.31	120.77
Italie.....	» lire.	99.82	61.29	63.55	60.22	59.41
Pétrograd.....	» rou.	98.77	» »	» »	» »	» »
Portugal.....	» mil.	86.69	53.02	52.55	53.49	54.42
Scandinavie...	» cou.	99.56	127.88	126.99	132.55	130.18
Suisse.....	» fr.	100.17	120.79	122.41	124.55	125.29

Dans l'ensemble, la semaine a été un peu meilleure ; si ce n'était l'Espagne qui a poursuivi sa hausse dévergondée, on pourrait presque enregistrer une détente générale. Cette détente, il est vrai, a été légère et la semaine clôture sur une tendance un peu plus ferme qu'il y a deux ou trois jours. Les *changes scandinaves* se retrouvent à peu près au même niveau qu'il y a une huitaine, mais sensiblement plus offerts. La *couronne suédoise* s'inscrit le 17 avril à 1,95 1/2. C'est ce même cours moyen qui a été coté le 10 ; mais dans l'intervalle elle a fléchi jusqu'à 1,92 le 13. La *couronne norvégienne* a présenté des mouvements analogues ; de 1,84 elle a baissé à 1,81 1/2 et se retrouve en clôture, mercredi, à 1,83. La *couronne danoise* a également évolué entre 1,77 1/2 et 1,79 1/2 ; c'est

ce dernier cours qu'elle enregistre le 17 et qu'elle avait coté le 12. Rappelons que la semaine précédente elle n'avait été cotée qu'une fois, le 4 avril, à 1,84. Sur le *change suisse*, également, une détente s'est produite. Les 4 et 5 avril il s'inscrivait à la cote avec une prime de 36 %. Le 10 avril sa prime était encore de 35 1/2 % ; le 13 il cotait 1,33 1/2 et mercredi il se retrouve à 1,34 1/2, en baissé d'un demi-point sur son cours du 15. Les billets de banque français sont toujours recherchés avec de fortes primes ; on les demande aux environs de 82 %, alors que le chèque sur Paris se traite autour de 74 1/2. La situation est d'ailleurs identique pour les autres billets alliés : les billets italiens se négocient à 53 francs pour 100 lire, contre 48 la devise, et les banknotes anglaises à 29,50 contre 20,37 le chèque. Cette forte prime, cotée en Suisse sur les billets alliés, est une des curiosités de la situation présente. Le *change hollandais* retrouve, lui aussi, son cours d'il y a huit jours, après un fléchissement qui l'avait ramené de 2,70 1/2 le 10 à 2,67 1/2 le 15. Il est assez difficile de donner une explication technique de ces réactions, en sens divers, enregistrées par les devises neutres au cours des huit derniers jours ; il est vraisemblable que des considérations de sentiment y ont une large place. Le marché subit, peu ou prou, l'influence des interprétations que donnent les neutres aux événements de guerre.

Le *change espagnol* n'a pas été officiellement coté, à Paris, le mercredi 17 avril ; mais la veille il s'est inscrit à 7,85 pour une *piastre*. Ce cours reste très inférieur à la parité des cotes de Barcelone et de Madrid qui ressortait à 8,05 et même au-dessus. En quinze jours, la prime de la peseta aura donc augmenté de 15 % et, dans la semaine, de près de 10 %. Comme nous le disions au début, c'est un dévergondage de hausse absolument scandaleux. Du coup, l'*Entérieure* a monté à 1,36 et les autres valeurs de la Péninsule sont à l'avenant. Bonne aubaine pour les porteurs, à qui nous conseillons très sincèrement de ne pas tenter la chance plus longtemps. Il est, en effet, impossible que cette situation se maintienne. Le *Pour et le Contre* écrivait, la semaine dernière, au sujet de la hausse du change espagnol : « Comme à l'ordinaire, c'est sur les places de la Péninsule que le mouvement a pris naissance et les renseignements qui nous parviennent ne laissent aucun doute ni sur sa nature, ni sur les intentions de ses auteurs. Les établissements germanophiles se livrent à leurs manœuvres habituelles. N'ayant pu faire échouer l'accord commercial et financier conclu entre les gouvernements français et espagnol, ils s'efforcent de compromettre par avance les résultats favorables qu'il pourrait produire sur l'amélioration du franc. Peut-être, avec une peu d'habileté technique et de hardiesse, eût-il été possible, en s'appuyant sur les éléments financiers dont la sympathie nous est acquise, de contrecarrer ces manœuvres dans une certaine mesure. Il ne semble pas qu'on ait rien fait pour cela. On a laissé le champ libre à l'adversaire, il en a profité et même abusé ; on devait s'y attendre ». La situation de la *livre sterling* par rapport à la *peseta* n'est pas beaucoup meilleure que celle du *franc*, et les récriminations de la presse anglaise confirment les observations de notre confrère. Ainsi le *Times* écrit : « La baisse enregistrée par les cours est, en fait, hors de proportion avec le montant des affaires qui sont réellement traitées et l'on croit dans quelques milieux que si des précautions judicieuses avaient été prises, la baisse eût été beaucoup moins marquée qu'elle ne l'est réellement. » C'est également notre avis.

Nous ne partageons pas, néanmoins, l'opinion de quelques milieux boursiers qui ne voient d'autre remède à la situation que dans les envois d'or en

Espagne. Après avoir exploité la hausse, qui n'est pas sans leur avoir procuré quelque profit, nous comprenons qu'ils soient désireux d'exploiter le mouvement de réaction que provoquerait l'exportation dans la Péninsule de quelques millions prélevés sur l'encaisse de la Banque. Mais les réserves de notre institut d'émission ne sont pas faites pour servir de pareils intérêts. Nous voulons espérer qu'on ne se laissera pas séduire par les sirènes qui voudraient faire renouveler l'expérience tentée au début de 1917 et dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle n'a procuré à notre change aucune amélioration sérieuse et durable. Nous n'insisterons pas davantage, aujourd'hui, au sujet de cette suggestion que nous voulons croire morte-née. L'Espagne va nous ouvrir des crédits aux conditions que nous avons appréciées dans nos dernières chroniques ; le public ne comprendrait pas qu'il fallût encore appuyer ces opérations par des envois d'or.

Cours des changes de New-York sur :

	16 juillet 1914	19 mars 1918	26 mars 1918	2 avril 1918	9 avril 1918	16 avril 1918
Paris.....	5.18 $\frac{1}{2}$	5.16 $\frac{1}{2}$	5.72 $\frac{1}{2}$	5.72 $\frac{1}{2}$	5.72 $\frac{1}{2}$	5.72 $\frac{1}{2}$
Londres.....	4.86 $\frac{1}{2}$	4.87 $\frac{1}{2}$	4.76 $\frac{1}{2}$	4.76 $\frac{1}{2}$	4.76 $\frac{1}{2}$	4.76 $\frac{1}{2}$
Berlin (1).....	95.28	95.06	»	»	»	»
Amsterdam.....	40.195	46	45 7/8	46	47	46 3/4

Valeur en or à New-York de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	16 juillet 1914	19 mars 1918	26 mars 1918	2 avril 1918	9 avril 1918	16 avril 1918
Paris.....	100 fr.	100 97	90 51	90 51	90 57	90 50
Londres.....	100 liv.	100 19	97 91	97 91	97 91	97 91
Berlin.....	100 Mk.	99 67	»	»	»	»
Amsterdam.....	100 fl.	»	114 44	114 13	114 44	116 93

Changes sur Londres à (Cours moyen du mardi)

	15 juillet 1914	26 mars 1918	2 avril 1918	9 avril 1918	16 avril 1918
Valeurs à vue					
Alexandrie.....	97 21/32	97 7/16	97 7/16	97 7/16	97 7/16
Pétrograd.....	95 80	»	»	»	»
Rio-de-Janeiro.....	15 7/8	13 3/32	13 3/32	12 7/8	12 29/32
Valparaiso.....	9 3/4	14 13/16	15 1/4	15 1/4	15 7/16
Câble transfert					
Bombay.....	1.3 31/32	1.5 1/32	1.5 1/32	1.5 1/32	1.6 1/32
Calcutta.....	1.3 31/32	1.5 1/32	1.5 1/32	1.5 1/32	1.6 1/32
Hong-Kong.....	1.10 5/16	3.1 1/8	3.0 7/8	3.0 7/8	3.0 5/8
Shanghai.....	2.5 3/4	4.5	4.4 3/4	4.4	4.3 3/4
Buenos-Ayres (or).....	47 11/16	51	51	50 3/4	51
Montevideo.....	51 3/32	62	63	64	64 1/4
Singapour.....	2.3 15/16	2.3 3/4	2.3 3/4	2.3 3/4	2.3 25/32
Yokohama.....	2 0 3/8	2.2 1/16	2.2 1/16	2.2 1/16	2.2 1/16

Variations du mark à

	5 mars 1918	12 mars 1918	19 mars 1918	26 mars 1918	2 avril 1918	9 avril 1918	16 avril 1918
New-York (1) (pair : 95 3/8)	»	»	»	»	»	»	»
Amsterdam (pair : 59 3/8)	»	»	»	»	»	»	»
Cours.....	43	42 30	40 60	42 85	41 90	41 40	41 75
Parité.....	72 56	71 38	68 51	72 30	70 70	69 86	70 45
Perte %.....	27 44	28 62	31 49	27 70	29 30	30 14	29 55
Genève (pair : 123 47)	»	»	»	»	»	»	»
Cours.....	86 40	84 70	81 70	85	84 50	82 60	83 25
Parité.....	69 95	68 61	66 18	68 85	68 44	66 91	67 13
Perte %.....	30 02	31 39	33 82	31 45	31 56	33 09	32 57

Le change sur Vienne à Genève est coté 53 35, c'est-à-dire que la perte de la couronne est d'environ 49 20 %.

Métaux précieux et Escompte hors banque à Londres

	16 oct. 1917	16 nov. 1917	17 déc. 1917	16 janv. 1918	16 fév. 1918	16 mars 1918	16 avril 1918
Cours de l'or.....	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9
Cours d'argent.....	43 3/8	43 1/2	43	44 7/8	42 5/8	43	47 1/4
Escompte hors banque.....	4 25/32	4 25/32	4 25/32	4 1/32	3 5/8	3 19/32	3 9/16

(1) Depuis le 30 mars 1917 le cours du mark et de la couronne n'est plus coté à New-York.

LA SITUATION

La bataille n'a pas diminué d'intensité dans la dernière huitaine. En faisant donner des masses énormes, en consentant aux plus terribles hécatombes de leurs hommes, les chefs allemands ont pu conquérir quelques nouvelles positions, notamment Bailleul, mais non briser la ligne franco-anglaise. L'état-major des Alliés reste plein de confiance. La réalisation de l'unité de commandement par la nomination du général Foch comme généralissime des armées franco-britanniques porte déjà ses heureux fruits.

Les journaux allemands annoncent une très prochaine offensive de l'Autriche-Hongrie contre le front italien. D'autre part, on télégraphie de Washington que suivant des informations reçues d'Allemagne une activité inaccoutumée règne dans les bases navales allemandes, activité qui pourrait avoir pour but un raid important. Cependant ces informations n'ont pas été vérifiées et pourraient être inspirées par les Allemands en vue d'agir sur le moral des Alliés.

Aux dernières nouvelles, les troupes allemandes étaient entrées à Helsingfors et les troupes turques à Batoum.

Enfin, les journaux de Berlin disent que les conférences actuelles des hautes personnalités civiles et militaires au grand quartier général allemand ont trait principalement à la préparation économique de l'état de paix. On y discute aussi longuement les futures relations économiques de la Roumanie avec les empires centraux.

Les Allemands se vengent de leurs déboires sur les champs de bataille du nord par la continuation du bombardement de Paris, à longue distance. On a eu à déplorer quelques morts et blessés.

Nous donnons plus loin des détails sur la démission du comte Czernin. Pour le moment, cet événement sert de prétexte à une violente campagne de la presse allemande contre l'Autriche et son empereur.

On mande de Washington que M. Lansing a pris la parole, le 16 avril, au congrès des « Filles de la révolution américaine ».

« M. Lansing déclara que les armées alliées forment coude à coude une barrière d'acier que la furie prussienne elle-même est incapable de rompre.

« Pour l'Amérique comme pour l'humanité entière, dit-il, nous devons vaincre dans la lutte titanessque actuelle ceux qui voulaient être les conquérants du monde.

« L'Amérique, berceau de la liberté, fera sa part. Nous envisageons l'avenir sans crainte. Nous devons maintenant combattre jusqu'à ce que les buts proclamés par le président Wilson aient été atteints.

« Nous devons vaincre et nous vaincrons. Il ne peut y avoir aucune autre issue pour cette guerre. »

Toute l'Amérique est unie dans le même effort contre les ennemis communs. On annonce du Brésil qu'à la suite de divers incidents prouvant l'existence de menées allemandes dans le pays, le gouvernement brésilien a redoublé de précautions. Des mesures rigides ont été prises

pour exclure tous les Allemands, même naturalisés, des services et des navires du Lloyd brésilien. Les marchandises à bord des navires brésiliens ou étrangers mises en consigne par les Allemands sont confisquées à l'arrivée par la douane.

M. Lansing, ministre des affaires étrangères des Etats-Unis, a déclaré au nouvel ambassadeur du Brésil à Washington que les banquiers américains sont disposés à consentir un prêt de 100 millions de dollars au gouvernement brésilien.

LES ÉVÉNEMENTS DE LA GUERRE

Après la stabilisation du front devant Amiens, la bataille de la Lys, puis des Flandres, a formé le deuxième acte de l'offensive allemande. Sans doute, au début, l'attaque ennemie depuis Béthune jusqu'à Armentières, constituait une simple diversion. Mais les positions avancées britanniques ayant cédé, les Allemands ont été entraînés par leur propre succès.

Trop étroite, la poche formée entre Armentières au nord et la Bassée au sud ne permettait aucun mouvement de quelque envergure. Il fallut donc l'élargir. Au sud, la résistance opiniâtre de nos Alliés britanniques à Givenchy arrêta net les vellétés de l'ennemi. Ce fut donc au nord que se porta l'effort de Ludendorff.

Dans le secteur méridional de la bataille d'Ypres, le combat s'allumait dès le 10. Ce secteur, rappellez-le, est constitué par un plateau où se trouvent les villages de Messines et de Wytschaete.

Les troupes de choc allemandes réussirent à progresser sur le bord du plateau et à occuper Messines, puis la fameuse forêt de Ploegsteert que les Alliés occupaient depuis 1914. Ainsi soutenu le centre esquissa une forte tentative de percée, mais bientôt il rencontra un obstacle sérieux en la forêt de Nieppe.

Mis dans une situation difficile, l'ennemi dans un effort désespéré essaya de gagner du terrain et put après de sanglants combats atteindre Bailleul et Meteren.

Puis au nord, le 16, à la faveur d'un violent bombardement et protégées par le brouillard, les troupes allemandes s'emparèrent des localités de Wytschaete et de Saint-Eloi.

Le 17, on apprenait officiellement l'intervention des unités françaises qui aidèrent nos vaillants alliés à repousser toutes les attaques allemandes à l'est et au sud-est d'Ypres. Le village de Saint-Eloi était même repris.

Pourtant, à la suite des progrès effectués par l'ennemi sur le front de la Lys, les troupes qui occupaient des positions avancées à l'est d'Ypres ont été retirées et occupent une nouvelle ligne. Ce repli méthodique a été exécuté sans que l'ennemi intervint.

Ainsi après vingt-sept jours de bataille et malgré ses attaques désespérées, l'ennemi n'a pu atteindre aucun des objectifs qu'il se proposait et il y a encore loin jusqu'à Calais ou même Dunkerque.

Nos alliés belges ont eu leur part dans les terribles combats qui se déroulaient. Le 17, en effet, les Allemands ont attaqué en force le système d'avant-postes entre l'Etang Blankaert et le chemin de fer d'Ypres à Thourout. Ils ont d'abord réussi à prendre pied dans plusieurs positions, mais d'énergiques contre-attaques les en ont complètement chassés. Six cents prisonniers sont restés entre les mains de nos alliés.

Sur le front de Macédoine, au cours d'un large raid exécuté avec un plein succès sur la rive gauche de la Struma, entre Ormanli et le lac Tahimos, les forces alliées ont chassé d'une dizaine de villages les avant-postes bulgares.

QUESTIONS DU JOUR

Valeur économique des Provinces Baltiques et de la Lithuanie

(Suite et fin) (1)

III. *Courlande*. — Située au sud de la Livonie, la Courlande est limitée : à l'ouest par la Baltique ; au nord par le golfe de Riga et la Livonie ; à l'est par le gouvernement de Vitebsk ; au sud par la Lithuanie.

Sa superficie totale est de 27.000 kilomètres carrés. Le sol est généralement plat. Trois rivières importantes le coupent, suivant une direction sud-est-nord-ouest : l'Aa, la Windau et (faisant limite avec la Livonie) la Duna.

Le climat, moins rigoureux et moins humide que dans les deux premières provinces baltiques, est aussi plus sain, quoique les brouillards soient très fréquents.

La population totale s'élevait, au début des hostilités, à 812.000 habitants, ce qui représente une densité de 30,1 habitants au kilomètre carré. Sur ce montant on comptait : 77,8 % Lettons, 5,7 % Russes, 5,6 % Juifs et 7,6 % Allemands.

Les principales villes étaient : Mitau (46.000 habitants) ; les ports de Libau (91.000 habitants) et Windau (25.000).

Au point de vue cultural, les terres arables et les forêts occupaient, en Courlande, une place un peu plus importante que dans les autres provinces baltiques. Sur 100 hectares, on relevait, en 1913, 34,01 % de forêts, 30 % de terres arables, 28 % de prairies et seulement 7,09 % de terres incultes.

Le rendement des principales cultures est indiqué dans le tableau ci-dessous :

Principales cultures de la Courlande en 1913

Nature des cultures	Superficie (En hectares)	Production (En tonnes)
Foin.....	300.860	386.532
Pommes de terre.....	38.926	271.215
Lin.....	14.407	6.691
Chanvre.....	103	51
Seigle.....	137.046	150.098
Orge.....	81.483	83.887
Avoine.....	164.307	164.244
Froment.....	28.602	37.348
Sarrasin, millet.....	222	154
Pois.....	10.369	9.968
Fèves, haricots, lentilles.....	2.861	3.509

Le troupeau comprenait, en 1913 : 168.811 chevaux ; 514.335 bêtes à cornes ; 259.436 porcs, et 337.097 moutons. Ces chiffres sont intéressants à rapprocher de ceux des deux provinces déjà examinées : malgré une superficie de pâturages sensiblement moindre que l'Esthonie et la Livonie, la Courlande possédait beaucoup plus de bétail ; cela démontre que l'élevage s'y trouvait pratiqué de façon plus intensive et plus rationnelle. Le voisinage de la Prusse Orientale n'était peut-être pas étrangère à ce résultat.

Les forêts domaniales atteignent en Courlande 416.389 hectares ; les forêts communales 2.156 et les forêts privées 468.981. On conduisait leur exploitation d'une manière plus méthodique que dans les autres provinces baltiques.

La pêche tenait, dans l'économie générale de la région, une place relativement peu importante.

L'industrie n'était pas très développée. Il existait quelques usines de construction mécanique et de produits chimiques à Libau et Mitau ; on rencon-

trait également dans chacune de ces deux villes une fabrique de linoléum ; à Mitau, deux usines traitaient le lin et le chanvre ; mais dans le reste du pays, l'activité industrielle était à peu près négligeable.

Le commerce régional se ressentait naturellement du caractère nettement agricole de la production. Cependant, comme les ports de Courlande (surtout Libau) assuraient un gros trafic pour le compte de la Russie, leur mouvement général s'élevait encore à un chiffre assez considérable. C'est ainsi qu'en 1912 on avait importé par Libau 198.000 tonnes de houille, 95.000 tonnes d'engrais et 87.000 tonnes de harengs salés, tandis qu'on avait exporté 351.000 tonnes de céréales (dont 319.000 d'avoine), 195.000 tonnes de bois, 24.000 tonnes de graines de lin, filasse et étoupe le lin, et 21 millions d'œufs.

La Courlande avait un bon réseau de voies ferrées, Mitau étant reliée à Libau à l'ouest, Windau au nord-ouest, Riga au nord, Dwinsk (et Moscou) à l'est, Vilna au sud.

* * *

IV. *Lithuanie*. — Dès avant 1840, date à laquelle son emploi fut officiellement interdit par ukase, le nom de Lithuanie ne correspondait plus, en Russie, à aucune division territoriale marquée. On a cependant conservé l'habitude de l'appliquer à la région occupée par les gouvernements de Kowno, Vilna et Grodno.

Le traité de Brest-Litowsk stipule qu'une partie de ces trois gouvernements sera enlevée à la Russie. Mais comme il n'a point précisé les conditions dans lesquelles s'opérerait leur démembrement, nous nous bornerons à donner ci-dessous des statistiques concernant l'ensemble de ces territoires : celles-ci, au surplus, suffiront à montrer la valeur économique de la contrée.

Limitée à l'ouest par la Prusse Orientale, au nord par la Courlande, à l'est par les gouvernements de Vitebsk et Minsk, au sud et au sud-ouest par la Volhynie et la Pologne, la Lithuanie (c'est ainsi désormais que nous appellerons la réunion des gouvernements de Kowno, Vilna et Grodno) a une superficie totale de 120.000 kilomètres carrés.

Plaine ou plateau de faible altitude, parsemé de forêts et de lacs, le pays est drainé par le Niémen et ses affluents, dont le plus important est la Chara.

Le climat est analogue à celui de la Courlande.

La population totale s'élevait, au commencement de la guerre, à 6 millions d'habitants, soit une densité moyenne de 50,1 habitants au kilomètre carré. L'élément letton, à peu près nul dans le gouvernement de Grodno, et faible dans celui de Vilna (17,6 %), prédominait dans celui de Kowno (63,3 %). L'élément russe, au contraire, prépondérant dans les gouvernements de Grodno (71,2 % et Vilna 61,2 %) était extrêmement faible dans celui de Kowno (7,3 %). Dans toute la région vivaient un grand nombre de Juifs (15 % environ). Les Polonais, également, formaient des noyaux assez importants ; quant à l'élément allemand, il était presque négligeable.

Les principales villes sont : Kowno (91.000 habitants), dans le gouvernement du même nom ; — Vilna (204.000 habitants) ; dans le gouvernement de Vilna ; — Grodno (63.000 habitants), Bielostock (98.000 habitants) et Brest-Litowsk (63.000 habitants), dans le gouvernement de Grodno.

Assez fertile et bien cultivée, la Lithuanie est un pays de moyenne et petite propriété, à la différence des provinces baltiques et de l'ensemble de la Russie : plus de la moitié des terres appartenait, en effet, aux paysans avant la guerre.

La proportion de terres arables paraissait sensiblement plus forte que dans les provinces baltiques, encore que nous n'ayons pu nous procurer aucune statistique précise sur ce point.

L'état des principales cultures en 1913 ressort des chiffres ci-dessous :

Principales cultures de la Lithuanie en 1913

Nature des cultures	Superficie (En hectares)	Production (En tonnes)
Foin.....	1.115.744	2.288.167
Pommes de terre.....	376.972	2.432.874
Lin.....	81.733	41.326
Chanvre.....	3.577	1.777
Seigle.....	1.407.922	1.080.674
Orge.....	328.996	304.899
Avoine.....	697.480	604.891
Froment.....	106.315	112.979
Sarrasin, millet.....	67.539	28.541
Pois.....	100.474	75.867
Fèves, haricots, lentilles.....	10.958	8.237

En 1913-1914, le troupeau comptait 742.340 chevaux, 1.728.984 bêtes à cornes, 1.071.427 porcs et 1.432.381 moutons.

Les forêts domaniales couvraient 910.489 hectares, forêts communales 192.801 hectares, et les forêts privées 1.519.124 hectares.

En ce qui concerne l'activité industrielle, le pays possédait, en 1913, quelques usines de construction mécanique à Bielostock, Vilna et Kowno, des filatures à Bielostock, des tanneries et surtout des scieries, des fabriques de pâte à papier, des brasseries et des minoteries.

Le commerce de la région était assez actif ; Vilna, notamment, constituait un marché de grains et de bois particulièrement important.

Au point de vue des voies de communication, la Lithuanie se trouvait bien desservie, car la plupart des grandes lignes internationales la traversaient, pour relier la Russie à l'Allemagne et à l'Europe occidentale.

On doit citer, entre autres : la voie ferrée Libau-Chawli-Vilna-Minsk ; celle de Chawli-Dwinsk ; la ligne Varsovie-Grodno-Vilna-Dwinsk ; le chemin de fer Brest-Litowsk-Minsk avec embranchement sur Vilna, etc.

* * *

CONCLUSIONS. — Les renseignements qui précèdent montrent qu'au point de vue économique les Provinces Baltiques et la Lithuanie n'offrent pas un intérêt essentiel. Régions agricoles à production moyenne et population peu dense, sans richesses minérales, elles ne paraissent pas susceptibles d'un avenir industriel et commercial considérable.

Assurément, le rendement de leurs cultures, de leur élevage et de leurs exploitations forestières serait accru par une meilleure organisation de la propriété, par un renouvellement des méthodes de travail de la terre et par un emploi plus intensif d'engrais chimiques. Et de la sorte, la Courlande et la Lithuanie pourraient, au bout de quelques années, arriver à fournir à l'Allemagne une partie des céréales qui lui font défaut : On ne peut néanmoins pas dire que l'incorporation des Provinces Baltiques et de la Lithuanie soit de nature à accroître sensiblement la puissance économique de l'empire du kaiser.

Si donc les représentants de Guillaume II ont voulu, à toute force, amputer la Russie de ces vastes territoires, ce n'est pas pour leur importance agricole, industrielle et commerciale propres.

Des considérations d'ordre militaire ont pu les guider au cours de leurs négociations. Mais il semble surtout qu'ils aient cherché à isoler complètement l'empire moscovite du reste de l'Europe occidentale, en le plaçant dans une dépendance économique absolue vis-à-vis de l'Allemagne, en le privant de ses débouchés sur la mer Baltique, et en reculant ses limites bien loin à l'est, dans l'intérieur des terres.

Ce faisant, les plénipotentiaires du kaiser ont agi

selon la pure doctrine pangermaniste ; car, non contents d'assurer par la violence le développement de l'empire allemand, ils ont voulu asservir à jamais la puissance voisine, en faire un Etat vassal tant au point de vue économique qu'au point de vue politique.

Cette conception rapace ne saurait être admise par les nations de l'Entente, et c'est pourquoi la victoire de nos soldats rendra forcément caducs tous les chiffons de papier de Brest-Litowsk.

FIN EDMOND THÉRY.

La Résolution et la Ténacité britanniques

Si les Allemands avaient résolu, par leur dernière offensive, de briser à la fois l'armée et le moral de la Grande-Bretagne, ils doivent convenir aujourd'hui qu'ils ont, malgré des succès indéniables, manqué doublement leur but. « Manqué leur but » n'est même pas assez dire : ils ont atteint le but précisément opposé ; dans le présent, ils ont renforcé jusqu'au paroxysme la volonté de guerre de l'Angleterre ; ils ont préparé, pour l'avenir, une armée britannique plus puissante.

Après les graves revers que viennent de subir les Britanniques, la Grande-Bretagne montre qu'elle a gardé intactes sa résolution et sa certitude de triompher. L'Angleterre est de la race des forts qui persistent dans la défaite de nouvelles ressources et de nouvelles inspirations pour vaincre. Ne pas remporter la victoire finale est une hypothèse que la nation britannique n'admet ni ne comprend. Si elle a subi quelque défaite, elle s'en accuse soi-même, recherche sa propre responsabilité, se corrige, tend à nouveau ses énergies et repart vers la victoire certaine. Ainsi a-t-elle fait après sa retraite de Picardie.

La résolution, la ténacité et l'espérance de la nation anglaise se sont trouvées synthétisées, au moment le plus grave de son histoire, dans l'homme qui semble la représentation vivante et agissante de toutes ses énergies : Lloyd George qui, depuis le début de la guerre, ne vit, ne pense et n'agit que pour le salut de son pays et de tout le monde civilisé. Au lendemain de la plus terrible défaite qu'ait encore subie les armées britanniques, M. Lloyd George a trouvé, montré et fait adopter les seules mesures qui peuvent amener la Grande-Bretagne à la victoire qu'il voit nettement au bout de l'apre calvaire de la nation : de nouveaux et considérables efforts militaires.

Au lendemain de la bataille d'Amiens, M. Lloyd George a donc présenté à la Chambre des Communes un double projet élevant la limite d'âge du service militaire à 50 ans, en Grande-Bretagne, et imposant le service militaire à l'Irlande. Il doit sortir de ces mesures un nouveau contingent de 500.000 hommes pour les armées anglaises. En même temps qu'il présentait ces projets de loi, M. Lloyd George prévenait la Chambre qu'il n'admettait aucune transaction et M. Bonar Law, l'appuyant, confirmait que le cabinet était irrévocablement résolu à faire adopter toutes ses demandes.

Disons tout de suite qu'avec un dévouement admirable, le Parlement et la nation ont consenti, sans murmure, aux nouveaux sacrifices que l'on demandait. Le recul de la limite d'âge du service militaire à huit ans en arrière est une dure épreuve même pour la nation la plus stoïque et la plus prête aux offrandes nécessaires. La résolution de vaincre prime, chez l'Anglais, tout autre sentiment.

* * *

Les débats qui se sont déroulés à la Chambre des Communes ont attesté, à chaque minute, cette im-

(1) Voir *L'Economiste Européen* n° 1362, du 12 avril 1918.

placable résolution. En homme qui connaît bien ses compatriotes, la solidité de leurs nerfs et la vigueur de leur tempérament, le premier ministre a compris que pour les décider aux derniers sacrifices, il fallait ne rien leur cacher de la vérité, ne rien dissimuler de la gravité de la situation, l'exagérer encore plutôt que de l'atténuer. Mais pouvait-elle être exagérée? Car quelle horreur plus grande peut-on agiter aux yeux de la nation britannique que la possibilité du triomphe allemand? M. Lloyd George a donc établi que la guerre venait d'entrer dans son stade le plus critique et que l'ouragan se déchaîne avec une horreur encore inconnue. Le sort et l'avenir du monde dépendent de la résistance de la Grande-Bretagne aux furieuses attaques des barbares. On est donc arrivé à ce moment aigu où c'est un devoir d'exiger de la nation tout ce qu'elle peut donner.

Pour appuyer ces dires, M. Lloyd George fit un exposé exact de la situation militaire et de la bataille. S'il rendit un juste hommage à l'admirable bravoure des troupes britanniques, il ne cacha cependant pas l'inutilité de leur héroïsme. Et il avoua franchement que la retraite des armées britanniques venait pour une grande part de ce qu'on n'avait pas encore pris toutes les mesures pour contrebattre un ennemi aussi redoutable. La plus urgente, qu'on avait trop discutée, trop retardée et qui s'imposait immédiatement et impérieusement était l'unité de commandement. On sait qu'elle a été réalisée, depuis, par la nomination du général Foch comme généralissime des armées franco-britanniques et ce gros sacrifice d'amour-propre qu'a fait la Grande-Bretagne prouve non seulement la profondeur de l'amitié qu'elle a vouée à la France, mais l'irréductible volonté de la Grande-Bretagne de ne plus prendre en considération que ce qui l'amènera le plus directement à la victoire. L'autre mesure qui s'imposait sans réplique était le renforcement de l'armée. Et il exposa ses propositions :

« Cette bataille peut durer des mois, nous devons faire des prévisions pour des mois.

« Les Allemands appellent la classe 1920, qui fournirait pour cette campagne 550.000 jeunes gens aptes à partir pour la ligne de bataille. Nous avons déjà levé pour l'armée, pendant le premier trimestre de 1918, plus que la partie correspondant à ce trimestre du minimum originairement prévu et demandé pour la présente année.

« On récupère un certain nombre d'hommes d'âge militaire dans les industries essentielles et de fortes levées furent faites dans les usines de munitions (dès maintenant 100.000 hommes aptes au service armé), 50.000 furent retirés des mines de charbons et on en prendra 50.000 autres.

« On s'est occupé aussi du service des transports et de nouveaux appels seront faits dans les services de l'Etat.

« Il n'est pas seulement nécessaire d'obtenir des hommes, il faut les obtenir vite. »

M. Lloyd George indiqua dans leurs grandes lignes les dispositions du projet de loi sur les effectifs :

« Je regrette de dire, ajouta-t-il, que la première proposition est d'étendre le service militaire à cinquante ans et, dans quelques cas spéciaux, à cinquante-cinq ans pour les hommes possédant des qualités particulières d'entraînement et d'expérience.

« Le gouvernement a également l'intention de faire un plus ample usage de son droit d'annuler les certificats d'exemption. Il est également proposé que le roi puisse, par une proclamation déclarant qu'une situation grave au point de vue national a surgi, décréter que les certificats d'exemption du service militaire cesseront, quels qu'ils soient, d'avoir effet. »

Mais le gros morceau à enlever devait être l'imposition du service militaire à l'Irlande. Il fallait démontrer que la question est autant irlandaise qu'anglaise, et ce fut fait magistralement. Il promit, en passant, le *home rule* pour l'Irlande, mais précisa : « Le gouvernement entend demander au Parlement de vouloir bien approuver sans attendre un système de gouvernement autonome pour l'Irlande, mais il ne doit y avoir aucun malentendu, ces questions ne doivent pas se confondre, elles seront jugées l'une et l'autre sur leurs propres mérites. »

M. Asquith, adversaire, rival de M. Lloyd George, prit la parole après lui pour appuyer ses propositions, pour conjurer tout le Parlement de voter ses propositions, où il voyait le salut de la patrie. Jamais ne fut donné plus noble spectacle « d'union sacrée » et plus magnifique communion de tous les éléments d'une nation dans une même grande cause. M. Lloyd George avait partie gagnée.

En effet, le bill des effectifs a été adopté, le 16 avril, à la Chambre des Communes, par 301 voix contre 103. Selon la déclaration émise de M. Edward Carson, « tout semble préférable aux obstacles que mettrait au progrès et à la civilisation la victoire de l'avidité militarisme prussien. » Et la Chambre des Communes a pensé comme lui.

Le gouvernement et la nation britanniques viennent de donner une nouvelle preuve de leur résolution et de leur énergie. Ce ne sera sans doute pas la dernière. Qui veut la fin veut les moyens.

Dans cette lutte, où il y va de sa vie ou de sa mort, la Grande-Bretagne veut si farouchement la victoire qu'elle mettra implacablement en œuvre tout ce qui peut la lui procurer — sans excepter le plus cruel sacrifice. Sa force militaire sera à la hauteur de sa force d'âme.

Georges BOURGAREL.

La Situation financière de la Turquie

Depuis 1914 nous sommes sans relations directes avec l'Empire ottoman ; il faut donc s'en rapporter à la presse ennemie pour trouver les renseignements susceptibles de nous éclairer sur la situation financière de ce pays où les intérêts français sont si considérables. Mais les indications publiées dans les journaux ou revues austro-germaniques doivent être accueillies sous réserve ; il y a toujours, chez nos ennemis, des arrière-pensées, provenant du désir d'impressionner les Alliés et d'agir sur leur moral.

Cela posé, nous croyons qu'il est intéressant de reproduire les grandes lignes du projet de budget ordinaire de l'exercice 1334 (1^{er} mars 1918/19), soumis aux délibérations de la Chambre des députés à Constantinople, données par la presse des Puissances centrales.

Signalons une innovation : ce budget est établi en livres turques de 22 fr. 78 et non plus en piastres, valant 0 fr. 22, comme précédemment. Les recettes totales sont évaluées à liv. t. 37.016.698 et les dépenses à liv. t. 51.402.473, ce qui fait prévoir un déficit comptable de liv. t. 14.385.775.

Pour totaliser les besoins de l'Etat en guerre, il faut ajouter, à cette somme de liv. t. 51.402.473 les reliquats non couverts et les crédits extraordinaires, soit..... 50.563.239

Ce qui donne un total général de liv. t. 101.965.712 nécessaires annuellement à la poursuite des hostilités.

D'après les déclarations de Djavid Bey, ministre des Finances, l'ensemble des dettes de la Turquie s'élèverait à liv. t. 388 millions (contre liv. t. 155 millions en 1914) ; au cours de la guerre on aurait emprunté liv. t. 233 millions, tant en Allemagne

(liv. t. 200 millions) que chez les banques austro-hongroises. En ce qui concerne les avances consenties par l'Allemagne, une partie importante (liv. t. 130 millions) représente des fournitures de guerre, munitions et approvisionnements, ainsi que des remises de traites du Trésor devant servir de couverture à des émissions de billets.

Le ministre des Finances a fait proclamer par les journaux austro-allemands que la Turquie n'a pas arrêté le service de ses emprunts ; si elle n'a pas remis aux pays avec lesquels elle est en guerre les montants échus, elle a déposé à la Banque Ottomane une somme de liv. t. 8 millions réservée aux créanciers desdits pays. Djavid Bey paraît avoir voulu poser en principe, en parlant de la consolidation des dettes flottantes formant un total considérable, qu'il serait fait appel à l'intervention étrangère pour la réorganisation économique de l'Empire ottoman, après le rétablissement de la paix ; il aurait l'intention de solliciter les capitaux de l'étranger pour les entreprises minières, industrielles et commerciales et pour les grands travaux publics. Les Allemands comptent, bien entendu, mettre la main sur celles de ces affaires qui leur paraîtront les plus intéressantes. En attendant, le ministre des Finances a fourni, il y a quelques semaines, à la Chambre ottomane, des renseignements sur les négociations poursuivies à Berlin, en vue de préparer les voies à un nouvel emprunt intérieur. L'aide de l'Allemagne, d'après la *Gazette de Francfort*, consisterait en une garantie de paiement en or des intérêts d'un emprunt 5 % de liv. t. 32 1/2 millions, amortissable en onze années, devant être émis à Constantinople, et dont le produit couvrirait les dépenses pour une période de six mois. Si l'emprunt n'est pas entièrement souscrit, Berlin remettrait encore une fois des traites du Trésor devant garantir les émissions de billets.

Comme on le voit, l'Empire ottoman passe, de plus en plus, sous la tutelle de l'Allemagne, qui prépare la mainmise absolue sur sa vie économique.

Pour en revenir au budget de l'an 1334 (1918/19), constatons que les dépenses ordinaires de l'Etat ont suivi une progression sensible : de liv. t. 34.010.000 en 1330 (1914/15) elles ont passé à liv. t. 53.300.000 en 1333, tandis que les recettes diminuaient de liv. t. 32.610.000 à liv. t. 23.580.000. On compte sur une plus-value de recettes en 1334, grâce à l'impôt foncier, aux surtaxes industrielles et commerciales, à l'élévation des droits de douane et des tarifs de chemins de fer, à la suppression des garanties kilométriques, aux nouveaux droits de consommation, etc., etc.

L'administration des Dettes de l'Etat, qui exigeait en 1909/10 une somme de liv. t. 8.700.000, prévoit pour l'exercice 1334 (1918/19) une dépense totale de liv. t. 17.010.000. Cette augmentation provient, en partie, des secours, retraites et indemnités de toutes natures, toutes charges résultant de la guerre, ainsi que des subventions et allocations aux provinces.

A signaler une innovation importante dans les services financiers : le régime de la ferme va disparaître, la dime en nature devant, dorénavant, être prélevée par les fonctionnaires de l'Etat. D'après le rapport du ministre des Finances, ce nouveau service exigera une dépense de liv. t. 715.900, mais on compte sur un excédent de recettes de liv. t. 4 1/2 millions, le total des recettes de la dime étant prévu pour 8 1/2 millions de livres turques. Cette plus-value ne proviendra pas exclusivement de la réforme que nous venons d'enregistrer ; elle sera due, aussi, à une sensible augmentation des prix des produits agricoles.

Ajoutons que la loi du 24 juin 1933 autorise le gouvernement à créer de nouveaux droits de consommation, et des impôts sur les cartes à jouer, sur les allumettes, sur les briquets et sur le papier à cigarettes.

Ce rapide exposé, établi avec les renseignements

glanés dans la presse ennemie, est très incomplet ; il est difficile de se rendre compte, d'une façon même approximative, du fonctionnement du régime fiscal ottoman. D'autre part, les comptes définitifs de l'administration des finances n'ont été publiés que jusqu'en 1327, de telle sorte que les chiffres donnés ne reposent, en somme, que sur des évaluations.

En se mettant aux côtés des Puissances centrales, la Turquie s'est lancée dans une aventure dont les conséquences financières se feront sentir, surtout, après le rétablissement de la paix.

C. R. W.

Le Mensonge Germain

La polémique engagée entre le comte Czernin et M. Clemenceau est close ; elle a tourné à la confusion du gouvernement de Vienne. Par ses énergiques ripostes, notre Premier a su faire éclater la vérité ; la lumière s'est enfin faite sur des faits que tenaient à cacher Charles I^{er} et son ministre.

La lutte a été chaude elle a réduit à néant tout l'échafaudage des mensonges autrichiens ; malgré leurs attermolements et leurs mauvaises feintes, nos ennemis ont été forcés d'avouer. Pris entre deux feux, entre l'obligation de l'aveu et la nécessité de protester de son loyalisme auprès de son impérial voisin, Charles I^{er} s'est vu obligé de se séparer du ministre, qui l'avait conduit dans une impasse d'où n'ont pu le sortir toutes ses tarifieries.

Toute la controverse porte, comme on le sait, sur de soi-disant avances du gouvernement de la République en vue de la paix, moyennant la rétrocession de l'Alsace-Lorraine, et sur la réponse brutale de M. Clemenceau : « Le comte Czernin a menti. »

Répliques de Vienne et ripostes de Paris se sont croisées avec rapidité, pour assommer finalement l'auteur du palabre. Entre temps, l'inquiétude se faisait sentir à Berlin, aussi l'empereur d'Autriche s'est-il vu contraint de télégraphier publiquement à Guillaume II, que le président du Conseil français est pris dans « un tissu de mensonges » et que les réponses du Gouvernement français au comte Czernin contiennent des « assertions tout à fait fausses et mensongères ».

C'est alors que M. Clemenceau a décidé de publier la fameuse lettre du 31 mars 1917, de Charles I^{er} à son beau-frère, le prince Sixte de Bourbon, dans laquelle sont formellement reconnues les « justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine ».

Dès qu'il connut cette publication, qui tranchait nettement la question, l'empereur d'Autriche s'est empressé de télégraphier de nouveau au kaiser, l'assurant qu'à l'heure présente il combat « pour les provinces de l'empire allemand, comme s'il fallait défendre ses propres pays ».

Cette fidélité, plutôt cette servilité, montre le double jeu joué par Vienne au cours des prétendues négociations qui ont trouvé fortes et unies les puissances de l'Entente.

Charles I^{er} pouvait toujours offrir ce qu'il n'avait pas. Tout dans sa lettre montre les concessions qu'il est prêt à faire, lorsque lesdites concessions ne le touchent ni ne l'affectent personnellement. N'offre-t-il pas d'appuyer les revendications françaises et le rétablissement de la souveraineté belge? Par contre, il n'est pas question de l'Italie, de la Roumanie et de la Serbie. Le jeune empereur ne veut point transiger sur l'intégrité de la monarchie, et ses conquêtes il ne veut pas les abandonner.

Ainsi, sous la fallacieuse promesse de nous faire rendre nos anciens départements, l'Autriche se se-

rait fait reconnaître le droit à l'oppression des peuples. Nous avons vu clair dans son jeu et démasqué l'imposture.

Mis au pied du mur, sur l'ordre de son empereur et roi, le comte Czernin a été obligé de reconnaître la lettre de Charles I^{er}; toutefois, il en a contesté trois passages : celui qui traite de l'Alsace-Lorraine, celui qui traite de la Belgique et celui qui invite le prince Sixte à engager une conversation avec la France et l'Angleterre. La manœuvre est grossière et tombe d'elle-même. Pourquoi alors le prince serait-il allé à Londres et à l'Elysée s'il n'avait cru à l'authenticité de la lettre de son beau-frère.

La trahison russe s'étale ouvertement dans cette lettre, et le gouvernement austro-hongrois ne le conteste pas. « Les événements qui se sont produits en Russie m'obligent de réserver mes idées à ce sujet, jusqu'au jour où un gouvernement légal et définitif y sera établi », a écrit Charles I^{er}. Par là l'Autriche, consciente de la manœuvre d'anarchie qu'elle allait déclencher en Russie, refusait de discuter avec nous des problèmes du front oriental.

Après le mensonge du ministre, le mensonge du souverain ; mais le souverain désirant clore l'incident congédie le ministre et déclare dans une nouvelle dépêche au Kaiser que « les accusations que lance contre lui M. Clemenceau sont trop basses pour qu'il consente à discuter plus longtemps cette affaire avec la France. Désormais, sa réponse sera donnée par ses canons sur le front occidental. »

Berlin doit être fière du résultat : la solidarité entre Allemands et Autrichiens est de nouveau scellée et renforcée par les retentissantes protestations de Charles I^{er}. Le trop bruyant discours du 2 avril du comte Czernin, qui tendait à faire accepter de gaité de cœur, par le peuple, la coopération militaire autrichienne sur le front occidental, a eu l'épilogue que désirait le gouvernement allemand. Le loyal serviteur de la Wilhelmstrasse disparaît, mais le résultat est acquis.

C'est le prédécesseur du comte Czernin, le baron Purian, qui le remplace aux Affaires étrangères. L'influence magyare va ainsi prédominer à Vienne. Lui épargnera-t-elle de nouveaux et cuisants déboires !

R. M.

LA LETTRE DE L'EMPEREUR D'AUTRICHE

Voici le texte de la lettre autographe communiquée le 31 mars 1917 par le prince Sixte de Bourbon, beau-frère de l'empereur d'Autriche, à M. Poincaré. Président de la République française, et communiquée immédiatement, avec l'assentiment du prince, au président du Conseil français :

Mon cher Sixte,

La fin de la troisième année de cette guerre, qui a apporté tant de deuils et douleurs dans le monde, approche. Tous les peuples de mon empire sont unis plus étroitement que jamais dans la volonté commune de sauvegarder l'intégrité de la monarchie au prix même des plus lourds sacrifices. Grâce à leur union, au concours généreux de toutes les nationalités de mon empire, la monarchie a pu résister depuis bientôt trois ans aux plus graves assauts. Personne ne pourra contester les avantages militaires remportés par nos troupes, en particulier sur le théâtre de guerre balkanique.

LA FRANCE A MONTRÉ, DE SON CÔTÉ, UNE FORCE DE RÉSISTANCE ET UN ÉLAN MAGNIFIQUES. NOUS ADMIRONS TOUTS SANS RÉSERVE L'ADMIRABLE BRAVOURE TRADITIONNELLE DE SON ARMÉE ET L'ESPRIT DE SACRIFICE DE TOUT LE PEUPLE FRANÇAIS.

Aussi m'est-il particulièrement agréable de voir que, bien que momentanément adversaires, au-

cune véritable divergence de vues ou d'aspirations ne sépare mon Empire de la France et que je suis en droit de pouvoir espérer que mes vives sympathies pour la France, jointes à celles qui règnent dans toute la monarchie, éviteront à tout jamais le retour d'un état de guerre pour lequel aucune responsabilité ne peut m'incomber. A cet effet, et pour manifester d'une façon précise la réalité de ces sentiments, je te prie de transmettre secrètement et inofficiellement à M. Poincaré, président de la République française, que j'appuierai par tous les moyens et en usant de toute mon influence personnelle auprès de mes alliés les justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine.

QUANT A LA BELGIQUE, ELLE DOIT ÊTRE RÉTABLIE ENTièrement dans sa souveraineté, en gardant l'ensemble de ses possessions africaines, sans préjudice des dédommagements qu'elle pourra recevoir pour les pertes qu'elle a subies.

QUANT A LA SERBIE, ELLE SERA RÉTABLIE dans sa souveraineté, et en gage de notre bonne volonté, nous sommes disposés à lui assurer un accès équitable et naturel à la Mer Adriatique ainsi que de larges concessions économiques. De son côté, l'Autriche-Hongrie demandera comme condition primordiale et absolue que le royaume de Serbie cesse à l'avenir toute relation et qu'il supprime toute société ou groupement dont le but politique tend vers une désagrégation de la monarchie, en particulier la Narodna Obrana ; qu'il empêche loyalement et par tous les moyens en son pouvoir toute sorte d'agitation politique soit en Serbie, soit en dehors de ses frontières dans ce sens, et qu'il en donne l'assurance sous la garantie des puissances de l'Entente.

Les événements qui se sont produits en Russie m'obligent de réserver mes idées à ce sujet jusqu'au jour où un gouvernement légal et définitif y sera établi.

Après l'avoir ainsi exposé mes idées, je te demanderai de m'exposer à ton tour, après en avoir référé avec ces deux puissances, L'OPINION TOUT D'ABORD DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE, à l'effet de préparer ainsi un terrain d'entente sur la base duquel des pourparlers officiels pourraient être engagés et aboutir à la satisfaction de tous.

Espérant qu'ainsi nous pourrions bientôt, de part et d'autre, mettre un terme aux souffrances de tant de millions d'hommes et de tant de familles qui sont dans la tristesse et l'anxiété, je te prie de croire à ma très vive et fraternelle affection.

CHARLES.

La Réquisition des Navires hollandais

Le 22 mars, aux termes de l'ultimatum allié, les Etats-Unis se sont emparés des 38 navires hollandais, représentant 600.000 tonnes, qui se trouvaient dans les ports américains. L'Angleterre, de son côté, a procédé à une réquisition analogue. Ainsi a été heureusement solutionné un important problème qui met à la disposition de l'Entente plus de 800.000 tonnes, inutilisées jusqu'alors, par la Hollande, pour ne pas déplaire à l'Allemagne.

C'est le 23 mars que le ministre d'Angleterre à La Haye a annoncé la décision allié au gouvernement hollandais. Aux termes de sa lettre, il dit que la condition proposée par la Hollande de ne pas employer les bâtiments dans la zone dangereuse n'est pas acceptable en elle-même et ne pourrait que l'être moins encore à un moment quelconque par suite de l'extension de la zone dangereuse par l'ennemi.

« En outre, la position particulière dans la-

quelle se trouve la Hollande eût rendu l'exécution de l'accord des plus difficiles et tout retard eût causé encore plus de tort aux Alliés. Demander que les bâtiments ne servent pas au transport du matériel de guerre équivaut à renoncer à l'emploi de ces bâtiments : c'est pour cela que les gouvernements de l'Entente se voient obligés d'insister sur leur droit qui ne peut être mis en question d'employer les bâtiments se trouvant dans leurs ports à toutes les nécessités de la guerre.

« Les gouvernements alliés sont prêts à accorder à la Hollande toutes les facilités pour les importations de denrées se trouvant sur la liste d'accord général à condition que la Hollande accepte les termes généraux de cet accord.

« Les gouvernements alliés croient que les bâtiments hollandais se trouvant actuellement dans leurs ports ne correspondent pas au tonnage auquel ils espéraient avoir droit selon l'accord général, et que les bâtiments faisant actuellement route vers les ports hollandais excèdent le tonnage nécessaire aux importations de la Hollande et de ses colonies et accepté provisoirement par les délégués hollandais. Dans le cas contraire, les Alliés sont disposés à combler le déficit de tonnage laissé à la Hollande aussitôt qu'ils seront en possession des chiffres exacts de tonnage en route pour la Hollande. »

C'est alors, que M. Loudon, ministre des Affaires Etrangères hollandais, d'accord avec les Etats généraux, fit parvenir à Washington la protestation de son gouvernement. Notamment, il a déclaré impossible d'envoyer de nouveaux navires chercher le grain offert à la Hollande, étant donné les difficultés innombrables éprouvées.

Les puissances associées, a-t-il ajouté, ayant rompu soudainement les négociations économiques, il appartient à celles-ci de faire connaître leurs intentions. Quant au rationnement, il est clair qu'il appartient aux pays producteurs de décider si, à part la question du transport, ils livreront, oui ou non, des marchandises.

Pour ce qui est de la demande des puissances associées relative au chiffre du tonnage actuellement dans les ports hollandais ou en route pour ces ports, le gouvernement hollandais estime que, dans ces nouvelles circonstances, un échange de vues à ce sujet serait inutile.

En réponse à cette protestation, M. Lansing, secrétaire d'Etat américain, a remis au ministre de Hollande à Washington une déclaration officielle. Après avoir constaté que la saisie était conforme au principe du droit international, il a déclaré entre autres que si « le gouvernement des Pays-Bas, sous la pression des menaces et des violences allemandes, qui étaient d'ailleurs de notoriété publique, ne s'était pas senti incapable d'exécuter les engagements de l'accord temporaire maritime, il serait inexplicable que les navires *Samarinda* et *Adonis* n'eussent pas pris la mer pour porter dans les ports hollandais leurs cargaisons de vivres, dont on sait que le peuple hollandais avait le plus grand besoin. »

Il a ajouté que les mesures prises laissent à la disposition du gouvernement hollandais de beaucoup la plus grande partie de sa marine marchande et un tonnage qui, suivant les estimations de ses propres fonctionnaires, est amplement suffisant pour les besoins domestiques et coloniaux de la Hollande. Les bateaux nécessités pour ces besoins ne seront pas retenus par nous et il leur sera accordé des facilités pour se ravitailler en charbon de soufre.

Le restant sera utilisé de façon très lucrative, les propriétaires seront rémunérés et les gouvernements alliés subiront tous les risques.

Afin d'assurer aux Pays-Bas la jouissance future

de leur marine marchande intacte, non seulement les bateaux seront rendus à la fin des nécessités de la guerre actuelle, mais les gouvernements alliés ont offert de remplacer par des navires, plutôt que par de l'argent, tous bateaux qui seraient perdus du fait soit de la guerre actuelle, soit d'un risque maritime.

Enfin, cent mille tonnes de céréales panifiables, que le gouvernement allemand refusa de fournir à la demande de la Hollande, lui ont été offertes par les gouvernements alliés sur nos maigres réserves, et des arrangements sont à l'étude pour offrir au gouvernement hollandais d'autres denrées qu'il désire pour améliorer le bien-être national. Il pourra librement envoyer ses bateaux les chercher.

Cette note amicale a produit un excellent effet ; le but de l'Amérique est clairement établi : il veut bien ravitailler la Hollande, mais il ne veut pas que l'Allemagne profite indirectement des envois alliés. C'est une saine politique de prudence qui, si elle avait été mise plus tôt en vigueur, eût certainement renforcé efficacement le blocus économique dont nous essayons d'encercler nos ennemis.

INFORMATIONS DIVERSES

FRANCE

Situation hebdomadaire de la BANQUE DE FRANCE

PARIS ET SUCCURSALES	11 avril 1918	18 avril 1918
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
en Caisse	3.339.202.378	3.340.633.902
à l'Etranger	2.037.108.485	2.037.108.485
Or	5.376.310.763	5.377.742.387
Argent	255.132.888	255.575.678
	5.631.443.651	5.633.318.065
Disponibilité à l'étranger	1.221.419.666	1.231.401.047
Effets échus hier à recevoir à ce jour	18.473.078	12.233.769
Effets Paris	11.071.638.402	913.991.064
Effets Etranger	11.549.705	40.635.048
Effets du Trésor	878.923	221.550
Portefeuilles des succursales	499.858.489	516.393.356
Paris	482.903.060	482.812.381
Succursales	617.921.543	616.740.762
Avances sur lingots à Paris	12.874.000	12.874.000
Avances sur lingots dans les succursales		
Avances sur titres à Paris	477.932.950	461.191.430
Avances sur titres dans les succursales	650.640.243	640.898.043
Avances à l'Etat	200.000.000	200.000.000
Avances à l'Etat (Loi de 1914)	15.100.000.000	15.350.000.000
Avances temporaires au Trésor public		
Bons du Trésor français escomptés		
pour avances de l'Etat aux Gouvernements étrangers	3.380.000.000	3.385.000.000
Rentes de la Réserve	10.000.000	10.000.000
Rentes de la Réserve (ex-banques)	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles	99.801.434	99.801.434
Rentes immobilisées	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales	42.357.975	42.361.639
Depenses d'administration de la Banque et des succursales	17.523.644	18.706.549
Emploi de la réserve spéciale	8.407.137	8.407.137
Divers	801.729.713	780.613.792
Total	30.463.674.379	30.534.494.823
PASSIF		
Capital de la Banque	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en additions au capital	8.450.697	8.450.697
Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves		
Ex-banques départementales	2.980.750	2.980.750
Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation	26.056.734.469	26.231.771.480
Arrerages de valeurs déposées	59.255.432	46.214.960
Billets à ordre et récépissés	4.129.138	3.784.380
Compte courant du Trésor	57.184.255	41.974.805
Comptes courants de Paris	2.078.264.432	1.994.295.530
Comptes courants dans les succursales	1.218.690.923	1.219.210.671
Dividendes à payer	5.139.900	5.034.620
Escomptes et intérêts divers	79.864.549	83.556.046
Récompte du dernier semestre	3.829.538	3.829.538
Divers	615.067.857	679.358.898
Total	30.463.674.379	30.534.494.823

Comparaison avec les années précédentes

	30 juillet 1914	29 avril 1915	20 avril 1916	19 avril 1917	13 avril 1918
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation	6.683.2	11.539.9	15.259.4	19.004.7	26.231.8
Encaisse or	4.141.3	4.191.8	4.899.4	5.232.5	5.377.7
argent	625.3	376.3	359.7	257.9	255.6
Portefeuille	2.444.2	2.824.4	2.090.7	1.755.1	2.553.0
Avances aux partic. à l'Etat	743.8	682.8	1.223.3	1.182.3	1.114.9
à l'Etat	200.0	5.300.0	7.100.0	10.100.0	15.550.0
Compt. cour. Trésor partic.	382.6	53.9	77.8	97.2	42.0
partic.	947.6	2.339.3	2.036.6	2.442.4	3.913.6
Taux d'escompte...	4 1/2 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0

Les Caisses d'Epargne en 1917. — La Caisse des dépôts et consignations fait connaître les résultats définitifs des opérations des caisses d'épargne ordinaires pour l'année 1917 :

Excédents de dépôts de l'année 1917 142.529.539 63
Retraits affectés à la souscription de l'emprunt en rentes 4 % de la défense nationale..... 48.502.768 06

Reste excédent net de dépôts.... 94.026.771 57
Intérêts liquidés au profit des caisses d'épargne ordinaires pour leurs fonds en dépôt pendant l'année 1917..... 133.802.108 63

Augmentation pour l'année 1917 des fonds des caisses d'épargne en dépôt à la Caisse des dépôts et consignations..... 227.828.880 20

Il faut remonter jusqu'à l'année 1890 pour trouver une élévation du solde dû aux déposants se rapprochant du résultat de 1917.

Les opérations de l'année 1918 paraissent d'ailleurs devoir être encore plus satisfaisantes : les excédents de dépôts constatés depuis le début de l'année s'élèvent déjà à 50.517.849 francs, et, en particulier, la deuxième dizaine de février a atteint, à elle seule, une somme de 12.783.022 francs, supérieure à toutes celles qui ont été enregistrées jusqu'à ce jour, la dizaine la plus favorisée depuis l'institution des caisses d'épargne étant celle du 1^{er} février 1890 au cours de laquelle l'excédent avait été de 11.699.914 francs.

Le maximum des dépôts est actuellement de 3.000 francs par livret, toutefois, lors de la discussion récente du budget, le ministre des finances promet d'examiner la question du relèvement à 5.000 fr. du montant maximum du dépôt par personne. Il a déclaré, par contre, qu'il n'y avait aucune raison de servir un intérêt de 5 % à ces dépôts à vue, ainsi que le demandait un député, puisque les Bons du Trésor à court terme reçoivent un intérêt inférieur.

Chemins de fer des Colonies françaises. — Le *Journal officiel* du 15 avril a publié la statistique des chemins de fer des colonies françaises. Le tableau ci-dessous indique la longueur totale des voies ferrées exploitées au 1^{er} janvier dernier dans chaque colonie, le montant des recettes réalisées pendant les années 1916 et 1917 et la moyenne des recettes par kilomètre exploité.

Longueur exploitée au 1 ^{er} janv. 1918 (En kilom.)	Tot. des recettes		Recettes par kilom. exploité en 1917 (En francs)	
	1916	1917		
Indo-Chine	2.063	14.778	16.911	8.146
Afrique Occid. franc.	2.656	11.808	12.820	4.915
Madagascar	386	3.677	3.914	10.140
Réunion	126	1.601	1.917	15.373
Côte des Somalie	762	3.641	5.022	6.590
Nouvelle Calédonie.....	29	120	»	»
Inde française.....	30	»	»	»

La longueur totale des réseaux exploités dans

nos colonies est de 6.052 kilomètres et le total des recettes s'élevant à 40.584.000 francs, il ressort par conséquent que la recette moyenne par kilomètre exploité au cours de l'année 1917 se chiffre par 6.704 francs environ.

GRANDE-BRETAGNE

Les recettes du Trésor anglais. — Pendant l'année financière commençant le 1^{er} avril 1917 et finissant le 31 mars 1918, les recettes du Trésor anglais — comprenant le rendement des impôts et des revenus des administrations publiques, mais non les recettes provenant de la vente des bons du Trésor ni autres emprunts — se sont élevées à 707.234.565 livres sterling, contre 573.427.582 pendant l'année précédente, soit donc une augmentation de 133 millions 806.983 livres sterling, qui se décompose ainsi :

	Année financière partant du 1 ^{er} avril au 31 mars		Différences en 1917-18
	1916-17	1917-18	
	(En milliers de liv. st.)		
Droits de Douane.....	70.561	71.261	+ 700
Droits de Régie.....	56.380	38.772	- 17.608
Droits domaniaux.....	31.232	31.674	+ 442
Timbres.....	7.878	8.300	+ 422
Impôts fonciers.....	640	665	+ 25
Droits de maison.....	1.940	1.960	+ 20
Impôts sur le revenu et la propriété.....	205.033	239.509	+ 34.476
Impôts sur les bénéfices exceptionnels de guerre.	139.920	220.214	+ 80.294
Droits sur la valeur terrienne.....	521	685	+ 164
Service postal.....	24.350	25.200	+ 850
Service télégraphique....	3.350	3.500	+ 150
Service téléphonique.....	6.400	6.600	+ 200
Service de la Couronne..	650	690	+ 40
Revenus des actions du Canal de Suez et de divers emprunts.....	8.056	6.056	- 2.000
Divers.....	16.517	52.149	+ 35.632
Total.....	573.428	707.235	+133.807

Comme on le voit, à l'exception des droits de régie (surtout sur les alcools), presque tous les autres chapitres des recettes indiquent une augmentation. L'impôt sur le revenu a rapporté 34.476.000 livres sterling de plus que pendant l'exercice précédent. A noter aussi le rapport de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels de guerre, qui s'est élevé pendant l'exercice 1917-1918 à 80.294.000 livres sterling.

En ce qui concerne les autres recettes, non comprises dans le tableau précédent, les ventes de bons du Trésor se sont élevées à 2.803.465.000 livres, contre 1.785.955.000 pendant la même période de 1917. Les bons du Trésor remboursés se sont chiffrés par 2.294.580.000 livres. Une catégorie de bons de l'Echiquier 5 % a produit 82.270.400 livres ; une autre à 3 %, 12.021.200 livres ; les certificats d'épargne de guerre, 62.200.000 livres, et les bons nationaux, 614.215.000 livres.

Les dépenses, en regard des susdites recettes, ont été de 2.696.221.405 livres, contre 2.198.112.710 livres pendant l'exercice 1916-1917. Les services d'approvisionnement ont nécessité 2.494.969.320 livres, et l'intérêt pour la dette de guerre 170.023.453 livres, contre 107.467.119. Au total général les dépenses se sont élevées à 6.212.244.334 livres, desquelles 4.465.822.218 livres ont été obtenues par souscription. Enfin, la balance du Trésor s'établit à 21.030.030 livres, contre 26.435.859 livres l'année dernière, soit en diminution de 5.405.829 livres.

Bilan de la Banque d'Angleterre. — Le bilan de la Banque d'Angleterre, pour la semaine finissant le 10 avril, s'établit comme suit :

Département d'émission		Liv. sterl.
Billets émis.....		78.144.000
Dette de l'Etat.....		41.015.100
Autres garanties.....		7.434.900
Or monnayé et en lingots.....		59.694.000
		78.144.000

Département de Banque		Liv. sterl.
Capital social.....		14.552.000
Dépôts publics (y compris les comptes du Trésor, des Caisses d'Epargne, des agents de la Dette nationale, etc.).....		40.078.000
Dépôts divers.....		132.194.000
Traites à sept jours et diverses.....		12.000
Solde en excédent.....		3.106.000
		489.942.200
Garanties en valeurs d'Etat.....		56.868.000
Autres garanties.....		102.069.000
Billets en réserve.....		30.263.000
Or et argent monnayé en réserve.....		742.000
		489.942.200

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre (Milliers de livres sterling)

Dates	Or monnayé et lingots	Circulation	Dépôts	Portefeuille avances et effets publics	Réserve	Rapport de la réserve aux engagements	Taux de l'escompte
6 août 1914	27.622	36.105	68.249	76.393	9.967	20.40	6 %
20 fév. 1918	58.471	46.415	170.441	157.792	30.714	18.02	5 %
27 —	59.353	47.251	167.417	155.991	30.552	18.24	»
6 mars...	60.085	47.591	178.737	165.928	30.944	17.31	»
13 —	60.085	47.284	167.351	154.229	31.251	18.67	»
20 —	60.611	47.358	169.754	156.215	31.703	18.66	»
27 —	60.611	47.817	181.392	168.307	31.244	17.22	»
3 avril...	61.429	47.998	186.561	172.795	31.881	17.09	»
10 —	60.436	47.881	172.272	158.927	30.905	17.93	»

La superficie cultivée en blé. — Le *Food production Department* de Londres informe que d'après une récente enquête, la superficie affectée à la culture du blé en Angleterre et dans le pays de Galles atteint 1.001.600 hectares contre 690.000 hectares à la même époque de 1917. L'accroissement des emblavures représente ainsi 45 p. 100 de la superficie cultivée en blé l'année dernière et 56 p. 100 de la superficie moyenne cultivée en blé durant la période décennale ayant précédé la guerre.

RUSSIE

Les pertes territoriales et économiques de la Russie. — D'après un rapport soumis au Commissariat du Commerce, le traité de paix conclu à Brest-Litovsk a valu à la Russie les pertes suivantes : 780.000 kilomètres carrés de territoires, 56 millions d'habitants, soit 32 % de la population.

21.530 kilomètres de chemins de fer (le tiers du réseau russe).
73 % de la production de fer.
89 % de la production de charbon.
268 raffineries de sucre.
918 filatures de laine.
574 brasseries.
133 usines de tabac.
1.685 distilleries d'alcool.
244 usines de produits chimiques.
615 usines de papier.
1.073 usines de machines.

Dans les territoires devenus allemands, il existait 1.800 caisses d'épargne.

La dette publique de la Russie. — L'organe officiel des Bolcheviki, les *Isvestias*, estime la dette de la Russie au 1^{er} janvier 1918 à 80 milliards de roubles. Ce montant comprendrait la dette intérieure à long terme, la dette intérieure à court terme, la dette intérieure constituée par obligations garanties (hypothécaires et de chemins de fer), la dette extérieure et la dette constituée par les coupons et obligations sortis au tirage non encore présentés au paiement. (*Agence Economique et Financière.*)

ROUMANIE

Réunion de la Bessarabie à la Roumanie. — C'est le 14 avril, après plusieurs jours de délibérations entre le président du Conseil de Bessarabie et le président du Conseil roumain, que ce dernier a été prié de venir devant la Diète de Bessarabie et d'exposer les conditions de la réunion.

Les conditions proposées par M. Marghiloman comportent : l'autonomie de la Bessarabie avec sa propre Diète et sa propre administration. La levée des effectifs militaires aura lieu sur des bases raisonnables. Les lois en vigueur, les organisations locales seront maintenues, deux ministres de Bessarabie entreront dans le Conseil des ministres roumain, un certain nombre de représentants de la Bessarabie, nombre proportionné à la population, sera envoyé au Parlement roumain. Les élections se feront au scrutin général, égal et secret. La liberté d'opinion et la liberté de croyance seront garanties. Une Constituante sera convoquée incessamment par le Parlement roumain, et cette assemblée, dans laquelle la population de Bessarabie sera également représentée, décrètera l'union des deux pays et les conditions de cette union.

Après une longue discussion, marquée par l'opposition des paysans, le vote a donné 84 voix pour, 3 voix russes contre et 36 abstentions, dont celles des juifs, sur 123 membres présents. L'Assemblée comptait 140 membres.

Après proclamation du résultat, M. Marghiloman est revenu devant l'Assemblée et a annoncé la réunion des deux pays.

Pendant ce temps, les négociations entre les puissances centrales et la Roumanie se sont poursuivies à Bucarest. D'après le *Lokal Anzeiger*, elles formeraient le sujet d'interminables contestations quant au prix que la Roumanie exige pour ses fournitures en blé et autres denrées.

« Les Allemands, ajoute le journal, se refusent à payer une somme qui équivaldrait à une indemnité de guerre en faveur de la Roumanie. »

La *Tageszeitung* rapporte que « l'Allemagne s'est réservée, outre la location des champs pétrolifères roumains pour une période de 99 ans, le droit d'occupation militaire du pays pendant plusieurs années. »

Ajoutons que l'indemnité exigée de la Roumanie par l'Allemagne est de dix milliards. La nouvelle a été annoncée cinq jours après la signature du traité de paix.

ETATS-UNIS

Le troisième emprunt de la Liberté. — L'émission se poursuit avec un succès marqué. On annonce officiellement que les sommes versées dans le district de la Réserve fédérale de New-York pendant les trois premiers jours de l'émission ont atteint 155 millions de dollars. Pendant la même période comparée relative au second Emprunt de la Liberté, les sommes souscrites n'avaient atteint que 65 millions de dollars.

M. Mac Adoo, secrétaire du Trésor, a lancé un appel où il demande au public de dépasser le chiffre fixé par l'emprunt et de doubler le nombre des souscriptions. Le meilleur moyen, a-t-il dit, de dé-

courager les ennemis de l'Amérique et de la civilisation c'est que 20 millions d'Américains souscrivent cette fois à l'Emprunt. M. Mac Adoo espère que les souscriptions atteindront 4 à 5 milliards de dollars, au lieu de 3 milliards qui sont demandés au public.

La fonte de la monnaie d'argent. — Le projet de loi sur la fonte de la monnaie d'argent, dont nous avons déjà parlé le 29 mars, vient d'être présenté devant le Sénat américain. Ce projet porte que 250 millions de dollars, sur les 460 détenus par le Trésor, seront fondus en lingots. Le gouvernement achètera ces lingots au prix de 1 dollar par once. Les certificats d'argent seront retirés de la circulation et remplacés par des billets de la Banque de la Réserve fédérale.

Cette mesure, tout en stabilisant le prix de l'argent-métal, va permettre l'exportation de lingots d'argent vers le Japon, la Chine et les Indes.

L'effort naval américain. — A Chicago, M. Daniels, secrétaire d'Etat à la marine, s'adressant à la Chambre nationale du commerce, a déclaré que depuis l'entrée en guerre de l'Amérique, 1275 navires jaugeant un million 055.116 tonnes ont été ajoutés à la marine américaine. Les constructions en croiseurs-cuirassés, en dreadnoughts et en croiseurs rapides et dont plusieurs sont déjà entreprises, ont été temporairement suspendues afin de pouvoir construire davantage de vaisseaux destinés au transport des soldats, des munitions, des approvisionnements, car ce sont les navires de ce genre dont le besoin est le plus urgent.

On travaille jour et nuit dans les chantiers du gouvernement et dans les chantiers privés à construire des contre-torpilleurs. Le nombre dépasse celui de toutes les marines alliées au début de la guerre. En outre, toutes les facilités possibles sont accordées pour la construction de voiliers qui peuvent rendre des services efficaces dans la guerre sous-marine.

Mac Daniels conclut : « La seule raison pour laquelle l'empereur d'Allemagne a déclenché maintenant l'offensive, c'est qu'il n'ignore pas qu'au moment où nous arriverons en forces, le dénouement sera certain ».

Ajoutons que les Etats-Unis disposent dès maintenant de près de trois millions de tonnes pour assurer le transport des troupes et des munitions en Europe, non compris 471.000 tonnes de navires hollandais et 250.000 tonnes de navires japonais. On pense que vers la fin de mai, le tonnage disponible atteindra 3 millions et demi de tonnes.

D'autre part, les bureaux navals américains ont la certitude que le rendement des chantiers de construction sera pendant le second semestre de 1918 double de celui du premier trimestre.

ALLEMAGNE

Banque Impériale d'Allemagne. — Le bilan de la Banque Impériale d'Allemagne, au 6 avril 1918 accuse, sur celui du 30 mars 1918, les variations suivantes :

	30 mars 1918	6 avril 1918	Compar.
(En millions de marks)			
Encaisse or.....	2.409	2.409	»
— argent.....	118	119	+ 1
Billets de l'Empire et bons des Caisses de prêts.....	1.550	1.533	— 17
Portefeuille d'es-compte.....	16.024	14.203	— 1.821
Avances.....	6	6	»
Portefeuille titres....	90	89	— 1
Circulation.....	11.978	11.917	— 61
Dépôts.....	9.030	7.595	— 1.435

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque Impériale d'Allemagne (Millions de marks).

Dates	Encaisse		Billets de l'Empire (1)	Circulation	Comptes courants et dépôts	Portefeuille	Avances	Taux de l'escompte
	Or	Argent						
31 juil. 1914	1.253	275	33	2.909	1.258	2.081	202	5 % (31 juil.)
7 août 1918	1.478	118	97	3.897	1.879	3.737	226	6 % (3 août)
15 févr. ...	2.408	115	1.239	11.080	6.216	12.876	9	5
23 — ...	2.408	116	1.264	11.123	6.069	12.356	7	»
28 — ...	2.408	116	1.313	11.311	6.490	13.049	6	»
7 mars... 1918	2.408	117	1.326	11.324	6.591	13.065	9	»
15 — ...	2.408	117	1.333	11.355	6.745	13.349	6	»
23 — ...	2.409	117	1.339	11.399	7.129	13.469	5	»
30 — ...	2.409	118	1.550	11.970	9.030	16.024	6	»
6 avril... 1918	2.409	119	1.533	11.917	7.595	14.203	6	»

(1) Depuis le 7 août 1914, les bons des Caisses de prêts (Darlehenskassenscheine) sont compris au bilan avec les billets de l'Empire (Reichskassenscheine).

Crise agricole et embarras alimentaires. — M. Franz Krüger vient d'étudier, dans le *Vorwärts*, la crise agricole dont l'Allemagne est menacée. Il a rappelé que l'agriculture et l'industrie allemandes ne peuvent prospérer sans l'aide de nombreux travailleurs étrangers. Dès 1905, la Prusse en occupait à elle seule plus de 450.000. En 1912, leur nombre a dépassé 900.000, dont les quatre cinquièmes environ étaient employés aux champs. A l'heure actuelle, les prisonniers de guerre russes fournissent une main-d'œuvre bien plus considérable encore. Le jour où ils seront rentrés chez eux, comment l'Allemagne cultivera-t-elle son sol ?

« Etant donné, écrit-il, le développement économique que prendront après la guerre les pays précédemment soumis à la Russie et les pays qui sont encore russes aujourd'hui, il est extrêmement douteux que l'agriculture allemande puisse tirer de ces contrées un afflux de main-d'œuvre tant soit peu analogue à celui dont elle disposait... Même si nous ne comptons perdre que la moitié des travailleurs étrangers que nous trouvions avant la guerre (ce qui représenterait en Prusse la disparition de 400.000 à 500.000 travailleurs), et si nous y ajoutons un déchet d'égale importance en raison des pertes éprouvées pendant la guerre, il en résulte un manque de main-d'œuvre qui menace dangereusement la vitalité de l'agriculture. » C'est l'auteur lui-même qui souligne cette dernière phrase, et il termine par un cri d'alarme : « Puissent le gouvernement et le Reichstag faire leur devoir ! Il n'y a pas de temps à perdre ! »

Si l'on rapproche ces lignes des déclarations de l'ancien ministre de l'intérieur, M. Pasadowski, que nous avons reproduites la semaine dernière, nous constatons que les Allemands reconnaissent eux-mêmes qu'ils ne suffiront pas à mettre en valeur leur propre sol. L'aveu est significatif.

D'autre part, M. von Waldow, secrétaire d'Etat de l'Alimentation, vient d'avouer, devant la commission du budget de la Chambre prussienne, que les approvisionnements de l'Allemagne ne permettent pas de résoudre le problème alimentaire d'une façon complètement satisfaisante. Le maintien de la ration actuelle de pain dépend de ce que pourra donner l'Ukraine. On espère se tirer d'affaire jusqu'à la prochaine récolte.

Le secrétaire d'Etat s'est expliqué sur les relations qui existent entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie au point de vue alimentaire. Il a dit que l'Autriche avait reçu de l'Allemagne 4.500 tonnes de farine, quantité qu'elle est en train de restituer. Il a ajouté que le gouvernement hongrois a dû se décider à abandonner le régime de la liberté des échanges. Il a également indiqué comment se fait, entre Allemands et Austro-Hongrois, le partage des

denrées recueillies en Ukraine. Toutes ces explications donnent à penser qu'on récrimine beaucoup en Allemagne contre la nécessité de ravitailler l'Autriche.

M. von Waldow a précisé les stipulations draconiennes qui ont été imposées à la Roumanie. Celle-ci, a-t-il déclaré, s'est engagée envers les puissances centrales à leur vendre les excédents de sa récolte pour les deux campagnes prochaines et à leur réserver un droit de préférence pour les années suivantes.

Le problème de la main-d'œuvre. — L'étude des rapports publiés par les caisses de maladies allemandes montre que le nombre des personnes affiliées à ces caisses ayant une occupation a diminué de 37.756 (0,5 %) pendant le mois de janvier 1918 ; la diminution avait été de 1,5 % pendant le mois de décembre 1917. Le nombre des ouvriers occupés a diminué de 3.009, soit 0,1 % (contre 1,4 % le mois précédent) et celui des ouvrières de 34.544, soit 0,9 % (contre 1,7 % le mois précédent). D'autre part, les informations émanant de 34 corporations de métiers, qui groupent 1.096.614 membres, établissent que le nombre des chômeurs, à la fin du mois de janvier 1918, était de 9.882 (0,9 %), soit sensiblement le même qu'à la fin du mois précédent.

Au mois de janvier 1918 il s'est présenté 62 hommes cherchant un emploi, contre 54 le mois précédent, pour 100 places offertes à la main-d'œuvre masculine, et 100 femmes, contre 99 le mois précédent, pour 100 places offertes à la main-d'œuvre féminine.

D'après la *Kölnische Volkszeitung*, les prisonniers de guerre constituent actuellement la plus grande partie de la main-d'œuvre agricole. Le représentant du Ministère de la Guerre a déclaré le 15 février à la Chambre bavaroise que, d'après le relevé fait au début du mois, 68 % de l'ensemble des prisonniers sont occupés aux travaux agricoles. Aussi l'agriculture allemande envisage avec appréhension les conséquences que pourrait avoir la libération de prisonniers russes. Le Conseil de l'Agriculture, qui s'est réuni à Berlin, a émis le vœu de voir retenir les prisonniers russes jusqu'à la conclusion de la paix générale. Si ce désir est irréalisable, il faudrait remplacer, dans chaque exploitation, les prisonniers libérés par un nombre, si possible égal, d'autres travailleurs. On pourrait mettre en sursis des soldats des vieilles classes, agriculteurs de profession, employés actuellement dans la zone des étapes, car la culture de la terre allemande est plus importante que l'accroissement de la production dans les régions occupées.

AUTRICHE-HONGRIE

Les céréales ukrainiennes. — On mande de Kiev, via Berlin, qu'après des négociations longues et difficiles, a été conclu, le 8 avril, par les délégués allemands, austro-hongrois et ukrainiens l'accord pour la livraison d'environ 60 millions de pouds de céréales fourragères, légumes secs, graines oléagineuses. Pour assurer l'exécution du marché, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie créeront à Kiev un office central commercial. La livraison des céréales aurait déjà commencé.

Les Allemands se sont emparés des grandes raffineries de sucre aux environs de Koursk avec un demi-million de pouds de cassonade.

Cependant la situation n'est pas satisfaisante. D'après le correspondant, en Ukraine, de la *Gazette de Francfort*, les ressources économiques du pays seraient précaires. Il dit notamment :

« Les espérances que les empires centraux pouvaient fonder sur la jeune République ukrainienne comme contre-partie à l'appui qui lui fut prêté contre les bolcheviks sont amoindries par l'examen de la situation véritable. Dans les silos, dans les granges il n'y a actuellement aucun stock disponi-

ble. Il y a bien, chez les paysans, de grandes réserves, mais elles sont déjà fortement entamées et diminuent chaque jour par suite de l'habitude de nourrir le bétail avec les grains de blé distillés pour faire de l'alcool. L'ivrognerie dans le pays est plus répandue que jamais. »

Le journal hongrois *Az Újság* annonce que les banques de la Quadruple feront prochainement une avance de 50 ou 60 millions de roubles à l'Ukraine, sous forme d'emprunt. L'Autriche avancerait 25.000 millions pour sa part.

La crise alimentaire. — Les journaux autrichiens s'accordent à représenter la situation économique de l'Autriche comme plus critique qu'à aucun moment de la guerre. La *Nouvelle Presse Libre* annonce que des scènes lamentables alternent chaque jour avec des scènes de tumulte dans les différents marchés de Vienne, où la viande est introuvable. Les Viennois sont dans l'impossibilité de se procurer même la ration misérable de 200 grammes par semaine qui leur est officiellement attribuée. Dans la plupart des familles on mange un seul plat de viande par semaine, le dimanche, et les autres jours on se contente d'un peu de pain de maïs.

Le bourgmestre de Vienne, Weikischener, a déclaré au conseil municipal que le service de santé estimait à 65 0/0 le déficit alimentaire de la capitale. En d'autres termes, les Viennois reçoivent à peine un tiers de la ration normale nécessaire à la vie. A Prague, la situation est pire encore : il manque cette semaine 174.000 kilos de pain. Des troubles ont eu lieu, et le gouvernement Goudenhow a dû promettre que des secours seraient demandés d'urgence à l'intendance militaire.

Ajoutons que d'après des renseignements dignes de foi, « en Galicie, plus jamais on ne mange de pain ; dans certains districts, la population se nourrit exclusivement avec des raves ; une semaine des raves jaunes et une semaine des raves blanches. Par centre, en Hongrie, on mange du pain blanc et l'on trouve tout ce qu'on veut ».

TURQUIE

Nouvel emprunt ottoman. — D'après la *Gazette de Francfort*, le prochain emprunt intérieur ottoman sera émis le 1^{er} mai. Le montant en est illimité et l'émission se fera aux environs du pair au taux de 5 % payable en or. Le service de l'emprunt incombera à la Dette publique ottomane, et créera une charge sensible, étant donné que l'or fait actuellement une prime de 450 % en Turquie. La durée de l'émission est fixée à quatre semaines.

La régie du tabac et l'impôt de guerre. — D'après la *Gazette de Francfort*, la présentation à la Chambre turque d'un projet de loi portant restriction des bénéfices de guerre a amené les actionnaires de la Régie des Tabacs Ottomans à se poser la question de savoir dans quelle mesure leur société serait atteinte. On ne peut répondre à cette question de façon concluante. D'après le communiqué télégraphique dont on dispose, la loi « obligera toutes les sociétés qui font des affaires en Turquie, à déposer à partir du 14 décembre 1917 leur supplément de bénéfices qui dépasse 9 % de dividendes, compris les emplois statutaires et 5 % de dotation des réserves à titre de fonds spécial pour leur propre compte dans une banque autorisée par le Gouvernement pour acquitter sur ce fonds le futur impôt sur les bénéfices de guerre ».

Depuis 1913 la Régie des tabacs n'a plus publié de véritables bilans, mais elle continue à payer seulement un acompte de 6 %, contre 10 % de dernier dividende sous l'ancien traité de concession. Naturellement les gains sont de beaucoup supérieurs, mais on n'envisage guère un dépassement considérable de l'ancien taux. Il faut tout d'abord admettre que ce surplus de bénéfices, pour autant qu'il a été gagné avant le 14 décembre 1917 et qu'il n'a

pas encore été réglé ne tombera certainement pas sous le coup de la nouvelle loi d'impôt ; les droits rétroactifs sur des dividendes ne seront donc atteints en aucune manière. Mais il y a encore à considérer la question de savoir si la société de régie doit être exposée à une imposition. L'art. 4 de la Concession de 1913 dit à peu près :

« D'ailleurs, les immeubles et les meubles de la Société, son capital et ses revenus sont exempts de tous impôts et de tous autres droits. »

Il est vrai que cette concession n'a toujours pas été confirmée : en février elle fut ajournée par le Gouvernement d'une année (ou d'une session ?) lorsque la Chambre eut à s'occuper des projets de banderoles. Mais depuis des jours et des années on opère d'après les dispositions de la nouvelle concession, et il faut donc s'attendre à ce que le Gouvernement décide de faire un usage approprié du paragraphe de franchise fiscale de la concession. Mais, de plus en plus, il est désirable d'adresser aux actionnaires un rapport définitif et complet.

ESPAGNE

La situation économique et financière. — A la Chambre des députés, M. Pablo Iglesias, le leader socialiste, a tracé un sombre tableau de la situation économique nationale. Il a demandé au gouvernement de faire appel à ceux qui se sont enrichis par suite de la guerre.

Le commissaire général du ravitaillement a exposé que l'Etat recourra à une tarification des produits nécessaires à l'économie nationale.

Dans le prochain budget, les dépenses seront considérablement augmentées. Parmi les réformes et les projets en vue, il est question d'un gros emprunt, de la réglementation du jeu pour lui faire produire 50 millions par an ; de la création d'un ministère des Communications, auquel seraient rattachés les Postes, Télégraphes et Travaux publics ; rétablissement des octrois partout où les impôts de substitution n'ont pas donné de compensation suffisante ; création d'un ministère du Travail et des Subsistances ; ce dernier peut être considéré comme déjà établi depuis la réorganisation du commissariat de ravitaillement, dont les pouvoirs ont été très élargis ; amélioration générale de la situation des employés civils ; augmentation des forces nationales, tant en effectifs qu'en équipements et armements ; enfin mesures propres à encourager l'industrie nationale en vue de l'après-guerre.

Arrangement commercial avec la France.

— D'une manière générale, la presse espagnole approuve l'arrangement commercial conclu entre la France et l'Espagne et que nous avons déjà analysé. Voici les renseignements que la *Epoca* fournit à ce sujet :

« Les envois d'Espagne en France consisteront en pyrites, plomb, zinc, cuivre, minerais d'autres métaux et laine manufacturée : le tout, après qu'il aura été tenu compte des besoins de l'Espagne et des engagements internationaux qu'elle a pris. Dans les mêmes conditions, nous exporterons en France des tissus, des fils, articles divers de chanvre, produits manufacturés en fer, acier associé ou non à d'autres matériaux de construction, voitures et véhicules de toutes sortes. Enfin, nous pourrions envoyer du riz, des oignons, des pommes de terre, de l'huile d'olive, des figues sèches ou non, ainsi que des conserves. De son côté, le Gouvernement français nous fournira des phosphates d'Algérie, des noix de coco de Madagascar, du goudron, des outils et des machines, du matériel électrique et des scories de fer. La France importera également des produits pharmaceutiques et chimiques, des pièces de rechange, spécialement pour les locomotives, de la soie et de la bourre de soie ainsi que des fibres végétales. Elle autorisera l'importa-

tion de vins de toutes sortes, pour une quantité mensuelle de 250.000 hectolitres, dont 100.000 pourront être remplacés par une quantité égale d'alcool : de plus, elle recevra de nous des oranges, des bananes et d'autres fruits. Nous exporterons encore, pour le plus grand profit d'une de nos principales industries, du liège en planches (60/100 des quantités exportées en moyenne durant les cinq dernières années) et des essences pour la parfumerie. Le Gouvernement espagnol pourra frapper de droits d'exportation les denrées expédiées en France en vue de régulariser les prix sur notre marché intérieur. Un autre point important concerne les autorisations de transit. La France accorde le libre passage de Suisse en Espagne des machines électriques et des turbines construites dans la République helvétique. Elle l'accorde également pour les semences de betteraves et certaines aiguilles provenant d'Allemagne ou de Suisse. Les marchandises espagnoles destinées à la Suisse bénéficieront de la même autorisation. Par contre, l'Espagne permettra le transit de certains produits expédiés aux colonies françaises. »

Quelques précisions ont été apportées, sur divers points, par le *Diario Universal* du 4 mars 1918 : « La France consent à l'exportation en Espagne de chiffons de laine pour 2.000 tonnes au minimum et une quantité égale de goudron et de brai ; 200.000 tonnes de phosphates de chaux, à prendre en Tunisie ou en Algérie et sur lesquelles 50.000 pourront être embarquées dans le port de Bougie (au besoin, ces quantités seraient augmentées). »

« L'Espagne transportera par ses propres moyens, et en quantités illimitées, les noix de coco de Madagascar. Parmi les autres produits importés en Espagne figurent : les scories de fer, pour 1.000 tonnes mensuelles au minimum ; outils neufs ou usagés, 3.000 tonnes en y ajoutant les machines de toutes sortes et les machines électriques pour 200 tonnes par mois depuis le 1^{er} avril, chiffre qui s'élèvera à 500 tonnes au mois d'août, soit au minimum 3.500 tonnes par mois pour le tout. — La quantité d'alcool qui pourra remplacer le vin dont l'exportation est permise sera calculée sur la base de 1 hectolitre d'alcool à 100° pour 9 hectolitres de vin. On estime que les achats de la France représenteront une somme de 750 millions de pesetas, tant par la valeur des denrées acquises que par le montant des frais de transport dont le pays bénéficiera. La crise vinicole sera atténuée, jusqu'à disparaître même, puisque vraisemblablement 200 millions seront consacrés tant à l'achat qu'au transport des vins. La convention sauvera également notre industrie du liège et des bouchons, qui voyait toute sa production immobilisée en Espagne. L'exportation des vins, bananes, oranges et essences ne sera soumise à aucun impôt. Seul, le liège sera frappé d'un droit de 5 pesetas par 100 kgs. Si le prix des oranges ou des vins dépasse le plus haut prix atteint dans les trois dernières années, la France se réserve la faculté de suspendre leur admission, tout en restant disposée à autoriser l'importation des produits dont la vente intéresse l'Espagne. »

A cet accord commercial s'ajoute une convention financière sur laquelle les deux journaux précités publient les renseignements suivants. Il est constitué un consortium de banquiers et d'exportateurs espagnols ; un consortium de banquiers sera formé en France. La France obtient un crédit mensuel de 35 millions de pesetas, qui sera représenté par des lettres de change que tireront des banquiers et des industriels français sur des banquiers et des industriels espagnols. La durée de ces crédits sera au maximum de deux ans, à partir de la date de chacune des traites qui seront renouvelables tous les 90 jours et dont le paiement sera échelonné depuis le mois de mars 1920. Ce crédit sera garanti par le dépôt en Espagne d'obligations

du Trésor français, libérées, payables en France et en pesetas, sous réserve de donner la préférence, dans toute la mesure possible, à des valeurs espagnoles. L'intérêt des obligations du Trésor français sera de 5 %, libre d'impôts présents et futurs, et le total de la garantie dépassera de 40 % le montant des lettres de change émises. Les frais de commission et l'intérêt dus pour ces traites seront fixés d'un commun accord par les deux consortiums français et espagnol : le total ne pourra pas dépasser 7 % par an, plus le timbre. Ces conventions seront valables jusqu'au 31 décembre 1918 et resteront liées à la convention hispano-américaine, en ce sens que cette dernière n'aurait plus d'effet si les premières ne pouvaient plus être exécutées.

SUÈDE

Nouveau relèvement des tarifs des chemins de fer suédois. — En présence de la progression continue des dépenses d'exploitation, l'administration des chemins de fer de l'Etat avait décidé d'effectuer un nouveau relèvement de ses tarifs-voyageurs. Ce relèvement, qui est le troisième depuis la période de la guerre, est entré en vigueur le 1^{er} janvier dernier, sur le réseau de l'Etat aussi bien que sur les chemins de fer privés. Les bases en sont plus élevées que ne l'avait prévu tout d'abord l'Administration suédoise et, en outre, le relèvement a été, en dernière heure, étendu également au trafic-marchandises.

En ce qui concerne les voyageurs, les majorations comportent vis-à-vis du tarif normal : 150 % pour la première classe, 110 % pour la deuxième et 70 % pour la troisième. Pour les bagages : 50 c. par billet avec inscription de bagages, et en sus, 150 % de la taxe de transport. Quant aux marchandises en G. V. et en P. V. la majoration est de 150 %, excepté sur les articles suivants : denrées alimentaires, fourrages, engrais et bois à brûler, pour lesquels la surtaxe n'est que de 70 %.

En « trafic direct » avec la Norvège et le Danemark, les majorations ont été introduites le 1^{er} janvier de la manière suivante :

En ce qui concerne le trafic suédo-norvégien l'augmentation de 150 % est perçue pour le parcours entier, bien que le relèvement ne soit que de 100 % en trafic local norvégien. Pour le trafic avec le Danemark, la surtaxe n'est calculée que pour le parcours suédois ou suédo-norvégien, avec addition, en Danemark, de la taxe de soudure — majorée de 25 % depuis le 1^{er} décembre 1917 — pour le parcours danois.

L'application des surtaxes sur le trafic avec l'Allemagne a eu lieu depuis le 10 janvier 1918, par voie tarifaire. Il n'existe pas actuellement de tarifs directs avec l'Autriche-Hongrie.

Accords commerciaux avec les Alliés et l'Allemagne. — Aux termes d'un accord, qui vient d'être négocié à Stockholm, les Alliés vont permettre aux Suédois d'importer 25 millions de francs de marchandises, à condition que ces derniers mettent à notre disposition 400.000 tonnes de tonnage suédois sur les 600.000 tonnes qui se trouvent actuellement dans les ports alliés. Le gouvernement convoque une conférence d'armateurs en vue d'obtenir l'autorisation de disposer de ces navires.

A ce sujet, le *Politiken*, de Copenhague, fait connaître que le journal pangermanique, *Deutsche Tageszeitung*, déclare que la question de l'arrangement entre l'Entente et la Suède est des plus importantes pour l'Allemagne. D'après le journal allemand, il s'agit de savoir si l'Allemagne permettra aux navires suédois actuellement dans leurs ports nationaux de quitter la Baltique, car elle est en droit d'empêcher toute assistance à l'ennemi par tous les moyens dont elle dispose.

Un arrangement équivalent est en voie de conclusion avec l'Allemagne, concernant les échanges de minerai de fer et de charbon et la sécurité du transport des blés par mer vers la Suède.

Lois, Décrets et Arrêtés

12 avril. — Décret rendant applicables à l'Algérie les lois des 30 décembre 1911 et 2 août 1917 sur les chèques.

Décret fixant les prix du sucre en gros.

16 avril. — Contrat-type de gérance des navires alliés ou neutres affrétés.

17 avril. — Décret complétant le décret du 20 juillet 1917, relatif à la vente de la saccharine et autres substances édulcorantes artificielles.

Décret relatif à l'application de la loi du 2 avril 1918, autorisant des avances à des tiers victimes de calamités publiques.

Revue Commerciale

Métaux. — Les Etats-Unis produisent la moitié de l'acier fabriqué dans le monde. La production américaine dépasse celle de la Grande-Bretagne, de la France, de la Russie, de la Belgique et des puissances centrales réunies. Le rendement des hauts fourneaux américains s'est élevé à 42.600.000 tonnes en 1917 pour une production mondiale de 83.900.000 tonnes.

Au début de la guerre, la production mondiale d'acier brut était de 76 millions de tonnes par an ; environ 55 0/0 de ce tonnage était fourni par les pays belligérants. Peu de temps avant l'entrée en guerre des Etats-Unis, la production mondiale d'acier brut avait atteint près de 85 millions de tonnes par an ; environ 21.800.000 tonnes étaient fournies par les Empires centraux et 20 millions de tonnes par les puissances de l'Entente.

Les hasards de la guerre firent pencher la balance, d'abord en faveur des Empires centraux et, plus tard, quand les Etats-Unis entrèrent dans la guerre, en faveur des Alliés. Au début de la guerre, la France produisait environ 5 millions de tonnes d'acier par an ; la Belgique, où l'industrie de l'acier était particulièrement florissante, fournissait 2 millions 300.000 tonnes. Du fait de la guerre, ces deux pays ont subi une diminution de production qu'on évalue à 6 millions de tonnes. La Grande-Bretagne produit aujourd'hui de 10 à 11 millions de tonnes d'acier par an. Quant à la Russie, sa production en 1913 atteignait 4.500.000 tonnes ; depuis cette date, il n'a pas été publié de statistiques.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne produisent aujourd'hui 53.100.000 tonnes d'acier brut par an ; ces deux pays fournissent aux autres alliés, non seulement tout l'acier brut et semi-ouvré nécessaire aux besoins de la guerre, mais encore une grande quantité de produits laminés finis requis pour la fabrication des munitions. On estime que les Empires Centraux sont aujourd'hui à même de produire 24 millions de tonnes d'acier brut par an.

La production américaine de la fonte est aujourd'hui égale à celle de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la France, de la Russie et de l'Autriche-Hongrie réunies et atteint environ 39.435.000 tonnes.

Le tableau suivant indique la production de l'acier par pays en 1917 sauf pour la France, la Belgi-

que et la Russie qui n'ont publié aucune statistique depuis 1913.

	(En milliers de tonnes)
Etats-Unis.....	42.600
Grande-Bretagne.....	10.500
France.....	5.000
Russie.....	4.500
Belgique.....	2.300
Japon et Chine.....	1.000
Total pour les Alliés.....	65.900
Allemagne.....	20.000
Autriche.....	4.000
Total pour les Puissances centrales.....	24.000
Total général.....	89.900

On estime que de l'invasion de la Belgique et du nord de la France il résulte une diminution de 6 millions de tonnes et la production nette mondiale se chiffre par 83.900.000 tonnes.

La production annuelle américaine de 42.600.000 tonnes d'acier brut correspond à un total de 32 millions de tonnes de produits laminés finis.

On annonce, en outre, que notre nouvel allié vient de s'adjoindre l'aide des industriels canadiens pour la production de l'acier nécessaire à la fabrication des munitions et à la construction des navires.

Avis aux importateurs. — Le ministre des Finances a décidé d'accorder un délai de 30 jours (jusqu'au 6 mai prochain) pendant lequel les importateurs de marchandises prohibées qui n'auraient pas obtenu à temps d'autorisations régulières pourront faire valoir les circonstances particulières de nature à éviter la saisie de ces marchandises et leur vente au profit de l'Etat.

Les prescriptions de la loi nouvelle sont applicables aux marchandises déjà arrivées dans nos ports et dans nos gares comme à celles qui seront importées par la suite. L'attention des importateurs est spécialement appelée sur ce point.

En ce qui concerne le délai de cinq jours prévu à l'article 1^{er} de la loi, il ne sera rien modifié à la procédure prévue dans l'avis publié au « Journal officiel », notamment en ce qui concerne la concession, par les services locaux des douanes, d'un délai supplémentaire, qui ne pourra toutefois excéder quinze jours.

Le service du premier bureau pourra ainsi accorder, pour les opérations destinées à être effectuées dans un second bureau, le délai susvisé, avant de procéder à la saisie des marchandises, à la seule condition que les destinataires détenteurs des autorisations soient en mesure de faire connaître les dates et numéros de ces titres.

PETITES NOUVELLES

◆◆ *Contre l'exportation des capitaux.* — La note suivante, émanant de la Commission des changes, répond à diverses questions qui ont été posées au sujet de l'interprétation de la loi du 3 avril portant interdiction d'exporter des capitaux et prohibition d'importer des titres :

« Le Comité exécutif de la Commission des changes a l'honneur de faire connaître aux banquiers qui tiennent le répertoire des opérations de change que, pour les opérations qu'ils traitent entre eux et qui comportent transmission de fonds, ils n'ont pas à se produire réciproquement les déclarations et justifications prévues par la loi du 3 avril réglementant l'exportation des capitaux.

« C'est au premier banquier tenant le répertoire des opérations de change qu'il incombe de se procurer auprès du donneur d'ordre les déclarations

ou justifications qui peuvent être requises pour l'opération à effectuer. Le ou les autres banquiers, qui reçoivent ou transmettent successivement les fonds sur lesquels porte l'opération, sont suffisamment couverts par le fait que l'ordre qu'ils exécutent émane d'un banquier tenant le répertoire des opérations de change et c'est à ce seul banquier qui a engagé l'opération sur l'intervention directe du donneur d'ordre qu'incombe, conjointement avec celui-ci, l'obligation de se mettre en règle avec les prescriptions de la loi. »

◆◆ L'action du *Crédit Foncier* progresse à 675 francs.

Les obligations foncières et communales sont toujours demandées. La diversité de ces titres permet les combinaisons les plus séduisantes pour les emplois de fonds à long et à court terme.

L'échéance du 1^{er} mai comporte le paiement du coupon semestriel des foncières 1879, 1913 (3 1/2 et 4 %), ainsi que le remboursement des 16.597 foncières 1879 sorties au tirage du 5 mars dernier.

◆◆ Un communiqué de la Commission internationale de la *Dette Hellénique* mentionne que les recettes gageant la Dette ont atteint les chiffres suivants pour le mois de janvier 1918 : monopoles, 4.568.184 drachmes contre 3.173.884 en janvier 1917 ; droits du port du Pirée, 4.159.000 drachmes contre 1.455.000.

Marché Financier

Paris, le 18 avril 1918.

Aucun changement dans l'allure générale du Marché. Peu d'affaires et peu de cours cotés.

Nos Rentes sont diversement tenues ; léger recul du 3 %. L'Extérieure, favorisée par le change Madrid, avance encore ; elle a atteint le cours de 134. Cuprifères demandées. Irrégularité du groupe métallurgique.

Parmi les derniers cours cotés nous relevons :

Au Parquet. — Au comptant : 3 %, 59,10 ; 5 %, 88,55 ; 4 %, 69,05 ; non libéré, 69,10 ; Banque de France, 5.250 ; Banque de Paris et des Pays-Bas, 920 ; Crédit Foncier, 675 ; Crédit Lyonnais, 1.055 ; Compagnie Algérienne, 1.339 ; Actions Est, 760 ; P.-L.-M., 941 ; Orléans, 1.085 ; Midi, 910 ; Nord, 1.176 ; Ouest, 705 ; Métropolitain, 401 ; Nord-Sud, 120 ; Omnibus, 385 ; Voitures à Paris, 340 ; Suez, 4.620 ; Thomson-Houston, 775 ; Boléo, 800 ; Penarroya, 1.160 ; Extérieure, 129 ; Russe 5 % 1916, 46,50 ; Serbe 5 % 1913 (Monopoles), 55 ; Andalous, 435 ; Saragosse, 482 ; Rio-Tinto, 1.845 ; Briansk, 150 ; Prowodnik, 166 ; Naphte, 180 ; Tréfileries du Havre, 229 ; Montbard-Aulnoye, 420 ; Etablissements Bergougnan, 1.444.

Marché en Banque. — Au comptant : Toula, 408 ; Maltzoff, 342 ; Platine, 343 ; Cape Copper, 90,25 ; De Beers ordinaire, 360 ; Mount Elliott, 102,50 ; Spassky, 25,25 ; Bakou, 985 ; Utah, 618 ; Spies, 22,25 ; Chartered, 20,75 ; East Rand, 11,25 ; Rand Mines, 73,25 ; Modderfontein B, 203,50 ; Malacca ordinaire, 125 ; Financière des caoutchoucs, 191.

Marché de Londres (derniers cours). — Consolidés, 55 1/4 ; Emprunt 3 1/2, 85 7/8 ; Emprunt français, 75 1/8 ; South Eastern, 26 3/4 ; Ontario, 21 1/4 ; United Steel com, 96 ./. ; Canadian Pacific, 158 ./. ; Rand Mines, 2 10/12 ; De Beers, 13 1/4 ; Rio Tinto, 64 1/16.

Marché de New-York (derniers cours). — Atchison Topka, 83 1/4 ; Calumet, 435 ; Canadian Pacific, 137 ./. ; General Electric, 139 ./. ; Louisville Nash, 111 1/2 ; Southern Pacific, 82 1/4 ; United Steel com, 91 3/8 ; Union Pacific, 118 1/8 ; Argent en barres, 95 5/8.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris. — Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart, Imp.